



ACHATS CENTRAUX  
HOTELIERS, ALIMENTAIRES  
ET TECHNOLOGIQUES  
Hôpital Bicêtre  
78, rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin Bicêtre  
Tél. : 01 53 14 69 00  
Fax : 01 53 14 01 02



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**CCTP**

**Consultation N°26-005**

**Appel d'offre ouvert**

**Objet :** Réalisation de missions de diagnostics de contamination (amiante, caractérisation des enrobés bitumineux, plomb, termites, mûres) pour l'ensemble des groupes hospitaliers, les pôles d'intérêts commun et les services du Siège de l'AP-HP

Ce document comprend 49 pages, il est associé au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et comporte 7 annexes :

Annexe 1 – Plan d'Action et Guide

Annexe 2 – CCTP Modèle – Tableau de bord amiante

Annexe 3 – CCTP – Guide de la caractérisation des enrobés

Annexe 4 – Charte graphique AUTOCAD APHP

Annexe 5 – Modèle de demande de devis

Annexe 6 – Plan de prévention type APHP

Annexe 7 – Délais maximum par prestations

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		1 / 49

## SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHÉ – ELEMENTS GENERAUX.....	6
1.1.	Objet du marché.....	6
1.2.	Décomposition en lots.....	6
ARTICLE 2.	CADRE REGLEMENTAIRE ET NORMATIF.....	6
2.1.	Amiante.....	6
2.1.1.	Repérages, diagnostics et contrôles et suivi des matériaux – AMIANTE.....	6
2.1.2.	Dossier technique– AMIANTE.....	9
2.1.3.	Mission de constat amiante avant vente.....	10
2.2.	Caractérisation des enrobés bitumineux de Chaussée.....	10
2.3.	Repérages, diagnostics et contrôles et suivi des matériaux PLOMB.....	10
2.4.	Repérages, diagnostics et contrôles et suivi des matériaux TERMITES.....	11
2.5.	Repérages, diagnostics et contrôles et suivi des matériaux MERULE.....	11
2.6.	Autres Diagnostics Techniques Immobiliers.....	11
2.6.1.	Diagnostics immobiliers obligatoires avant-vente.....	11
2.6.2.	Diagnostic immobilier obligatoire avant location ou mise à disposition.....	13
2.6.3.	Diagnostic immobilier dans le cadre d'une vente avec mise en copropriété.....	13
2.6.4.	Compétences, certification.....	13
ARTICLE 3.	DEFINITION DES PRESTATIONS.....	14
3.1.	Amiante dans les immeubles bâtis:.....	14
3.1.1.	Repérage amiante avant travaux ou avant démolition.....	14
3.1.2.	Etablissement d'un Dossier Technique Amiante (DTA).....	14
3.1.3.	Mise à jour des Diagnostics Techniques Amiante (DTA).....	14
3.1.4.	Diagnostic d'évaluation de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante.....	15
3.1.5.	Mesures d'empoussièrement environnemental.....	15
3.1.6.	Mesures d'empoussièrement en milieu professionnel.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.1.7.	Examens visuels après travaux de retrait ou d'encapsulage.....	15
3.1.8.	Diagnostic amiante avant vente ou avant cession, dans le cadre des diagnostics techniques immobiliers.....	15

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		2 / 49

3.1.9.	Diagnostic amiante avant location, dans le cadre des diagnostics techniques immobiliers .....	15
3.2.	Reperage avant travaux sur ouvrages de genie civil, installations, structures ou equipements concourant a la realisation ou la mise en œuvre d'une activite.....	15
3.2.1.	3.2.1 Diagnostic complet des revetements bitumineux avant travaux.....	15
3.2.2.	Contrôle avant enlèvement en décharge ou réutilisation des revetements bitumineux .....	17
3.2.3.	Structures ou equipements avant travaux, ou destruction.....	17
3.3.	Plomb .....	17
3.3.1.	Diagnostics plomb avant travaux, démolition.....	17
3.3.2.	Contrôle des travaux en présence de plomb .....	18
3.3.3.	Constat de risque d'exposition au plomb.....	18
3.4.	Termites : .....	18
3.5.	Merule .....	18
3.6.	Diagnostics techniques immobiliers avant vente, mise en location ou mise a disposition.....	18
3.7.	Diagnostic immobilier dans le cadre d'une vente avec mise en copropriete.....	19
3.8.	Travail en hauteur, fourniture et equipements specifiques.....	20
ARTICLE 4.	MISSION DE REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION DANS LES IMMEUBLES BATIS.....	20
4.1.	Cadre de la mission : .....	21
4.2.	Modalités de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante .....	21
4.3.	Programme de repérage avant travaux ou démolition des matériaux contenant de l'amiante .....	22
4.4.	Analyses des produits et matériaux susceptibles de contenir de l'amiante .....	23
4.5.	Rapport de repérage.....	24
ARTICLE 5.	MISSION D'ETABLISSEMENT DE DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA) .....	25
ARTICLE 6.	MISSION DE MISE A JOUR DE DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA) .....	25
ARTICLE 7.	MISSION DE DIAGNOSTIC D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS .....	26
7.1.	Cadre de la mission.....	26
7.2.	Evaluation de l'état de conservation .....	26
7.3.	Programme de diagnostic d'évaluation de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante.....	27
ARTICLE 8.	MISSION DE MESURE D'EMPOUSSIEREMENT EN AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS .....	28

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		3 / 49

8.1.	<i>Cadre de la mission</i> .....	28
8.2.	<i>Missions d'ordre Règlementaire</i> .....	28
8.3.	<i>Missions d'ordre non réglementaire</i> .....	30
ARTICLE 9.	MISSION D'EXAMEN VISUEL APRES TRAVAUX DE RETRAIT OU D'ENCAPSULAGE D'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS	31
9.1.	<i>Cadre de la mission</i> .....	31
9.2.	<i>Travaux de retrait</i> .....	31
9.3.	<i>Travaux d'encapsulation</i> .....	32
ARTICLE 10.	MISSION DE REPERAGE AVANT TRAVAUX SUR OUVRAGES DE GENIE CIVIL, INSTALLATIONS, STRUCTURES OU EQUIPEMENTS CONOURANT A LA REALISATION, OU LA MISE EN ŒUVRE D'UNE ACTIVITE CARACTERISATION DES ENROBES BITUMINEUX AVANT TRAVAUX .....	32
10.1.	<i>Caracterisation des enrobés bitumineux de chaussées</i> .....	32
10.2.	<i>Modalités de repérage et d'analyse des revêtement bitumineux susceptibles de contenir de l'amiante ou des hap en forte teneur</i> .....	33
10.3.	<i>Mission de repérage avant travaux sur les installations, structures ou équipements avant travaux</i> .....	33
ARTICLE 11.	MISSION DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION .....	34
11.1.	<i>Cadre de la mission</i> .....	34
11.2.	<i>Modalités de repérage des peintures et revêtements contenant du plomb</i> .....	35
11.3.	<i>Mesures en concentration de plomb</i> .....	35
11.4.	<i>Rapport et conclusion de la mission</i> .....	36
ARTICLE 12.	MISSION DE CONTROLE DES TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB .....	37
12.1.	<i>Cadre de la mission</i> .....	37
12.2.	<i>Modalités de l'inspection</i> .....	37
12.3.	<i>Mesures de concentration en plomb dans les poussières présentes sur le sol</i> .....	37
ARTICLE 13.	MISSION DE CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB .....	38
ARTICLE 14.	MISSION D'ETAT D'UN BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES OU DE MERULE .....	38
14.1.	<i>Cadre de la mission</i> .....	39
14.2.	<i>Modalités d'inspection</i> .....	39
14.3.	<i>Rapport de mission</i> .....	39
ARTICLE 15.	AUTRES MISSIONS DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER.....	40

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		4 / 49

15.1.	Diagnostic immobilier obligatoire avant vente .....	40
15.2.	Diagnostic immobilier obligatoire avant location ou mise à disposition .....	41
15.3.	Diagnostic Technique Global de copropriété.....	41
ARTICLE 16.	CONDITIONS COMMUNES D'EXECUTION DU MARCHE.....	42
16.1.	Conditions relatives au personnel du Titulaire .....	42
16.2.	Documents mis à la disposition du Titulaire .....	42
16.2.1.	Prestations nécessitant un devis préalable .....	42
16.2.2.	Prestations ne nécessitant pas un devis préalable .....	42
16.2.3.	Ensemble des prestations .....	42
16.3.	Mesures de protection des salaries .....	44
16.3.1.	Plan de Prévention.....	44
16.3.2.	Modes opératoires relatifs au risque Amiante .....	44
16.3.3.	Mesures de protection individuelles.....	44
16.3.4.	Mesures de protection collectives .....	44
16.4.	Conditions matérielles d'intervention sur le site.....	45
16.5.	Information du Référent de mission par le Titulaire .....	46
16.6.	Livraison des rapports et Documents.....	47
16.6.1.	Rapports et constats.....	47
16.6.2.	Dossier Technique Amiante & Tableau de Bord Amiante AP-HP .....	48
16.6.3.	Fiches récapitulatives .....	48
16.6.4.	Saisie de données dans le logiciel Amiante 360 (SOGELINK) et autres logiciel.....	48
16.7.	Réunion annuelle de bilan des missions .....	48
ARTICLE 17.	ANNEXES AU CCTP.....	49

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – ELEMENTS GENERAUX

### 1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de missions de diagnostics de contamination (amiante, caractérisation des enrobés bitumineux, plomb, termites, mэрule) et de diagnostics techniques immobiliers pour le compte des différents sites de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

L'ensemble des diagnostics doit être effectué selon la réglementation en vigueur au moment de leur réalisation.

Le présent CCTP a pour objet la définition des prestations, le Bordereau de Prix Unitaires fixant le prix de chacune d'entre elles en fonction des modalités d'exécution.

Chaque commande passée dans le cadre du marché délimite chacune des missions confiées au titulaire et en précise les modalités particulières d'exécution conformément à l'ensemble des clauses général et particulières du marché

### 1.2. DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent marché comporte les 6 lots géographiques désignés au CCAP et délimitant les structures de l'AP-HP habilitées à passer commande dans ce cadre. Les prescriptions et les exigences sont les mêmes pour tous les lots.

## ARTICLE 2. CADRE REGLEMENTAIRE ET NORMATIF

**Cette liste est non exhaustive et devra être mise à jour par le titulaire du marché tout au long de son exécution afin de tenir compte des évolutions réglementaires.** Elle tient compte du fait que, notamment pour les revêtements bitumineux, le plomb et les termites, certaines missions ci-dessous sont définies par l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris AP-HP, par assimilation à des missions réglementaires de même nature.

### 2.1. AMIANTE

#### 2.1.1. REPERAGES, DIAGNOSTICS ET CONTROLES ET SUIVI DES MATERIAUX – AMIANTE

##### a) Repérage avant travaux ou démolition

- Code de la Santé Publique : Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (notamment : articles R 1334-14, R 1334-19, R 1334-29-6)
- **Code du Travail : Article L 4412-2, Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 modifié relatif au repérage de l'amiante avant certaines opération (articles R4412-97 à R 4412-97-6)** et Décret du 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante ;
- Code de la Santé Publique : Article R 1334-22 (liste C) : Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- Arrêté du 25 mars 2019 modifiant l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification;
- **Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.**

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		6 / 49

- Norme NF X 46-020 du 5 août 2017 Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie ;
- Fascicules de Documentation FD X 46-041 d'Octobre 2020 de la norme NF X 46-020 pour le repérage des MPCA.
- Norme NFX 46-023 « Éléments de cartographie du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis »
- La norme NF X46-100 de Juillet 2019 « Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité - Mission et méthodologie »
- La norme NF X46-102 de Novembre 2020 « Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers - Mission et méthodologie »
- Arrêté du 4 juin 2024 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.
- Articles R.541-8 et R.541-10 du Code de l'environnement.
- Norme NF X 46-102 Novembre 2020 – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers.
- Articles L.4412-2, R.4412-59 à R.4412-93 et R.4412-97 à R.4412-97-6, R.4412-148 du code du travail.
- Articles R.541-8 et R.541-10 du code de l'environnement.

*Compétences : certification, accréditation des organismes*

- *Code de la Construction et de l'Habitation : Articles L 271-6, R 271-1 ;*
- *Code de la Santé Publique : Article R 1334-23 Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification*
- *Code de la Santé Publique : Article R 1334-24: Arrêté du 6 mars 2003 relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les matériaux et produits.*

b) Diagnostic d'évaluation de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante

- Code de la Santé Publique : Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (notamment : articles R 1334-14, R 1334-20 et 21, R 1334-27 et 28) ;
- Code de la Santé Publique : Article R 1334-20 (liste A) : Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux **critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A** contenant de l'amiante et au contenu des rapports de repérage, abrogeant les arrêtes des 7 février 1996 (flocage et calorifugeages) et du 15 février 1988 (faux-plafonds) ;
- Code de la Santé Publique : Article R 1334-21 (liste B) : Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux **critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B** contenant de l'amiante **et du risque de dégradation lié à l'environnement**, et au contenu des rapports de repérage, abrogeant l'arrêté du 22 août 2002 (consignes de sécurité du dossier technique amiante, contenu de la fiche récapitulative, et aux modalités d'établissement du repérage);

*Compétences : certification*

- *Code de la Construction et de l'Habitation : Articles L 271-6, R 271-1 ;*
- *Code de la Santé Publique : Article R 1334-23*
- Arrêté du 25 mars 2019 modifiant l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification. **Les opérateurs disposeront d'une certification avec mention.**

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		7 / 49

■

c) Mesures d'empoussièrement environnemental

- Mesures dans le cadre de l'évaluation des états de conservation : Code de la Santé Publique : Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (notamment : articles R 1334-14, 20, 27 et 29) ;
- Mesures dans le cadre de la restitution des locaux après travaux : Code de la Santé Publique : Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (notamment : article R 1334-29 I et III)
- Code de la Santé Publique : article R 1334-25: Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis ;
- Stratégie de prélèvement par échantillonnage : Norme NF EN ISO 16007-7 de septembre 2007 : « Air intérieur - Partie 7 - Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air » ;
- Conditions de prélèvements et de mesurage : Norme NF X 43-050 de janvier 1996 « Qualité de l'air - Détermination de la concentration en fibres d'amiante par Microscopie Electronique à Transmission - Méthode indirecte ».

*Compétences : agrément, accréditation des organismes*

- *Code de la Santé Publique : article R 1334-25 (ex R 1334-18 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2012) ;*
- *Arrêté du 21 décembre 1998 relatif aux conditions d'agrément des organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis ;*
- *Arrêté du 19 août 2011 relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis, remplaçant et abrogeant l'arrêté du 21 décembre 1998 au 1<sup>er</sup> janvier 2013.*

d) Mesures d'empoussièrement en milieu professionnel

- Code du Travail : Article R 4412- 5 sur l'évaluation des risques d'exposition aux agents chimiques dangereux ;
- Code du Travail : Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante (notamment : articles R 4412-94, 97, 100, 101, 114, 115 et 145) ;
- Code du Travail : article R 4724-14: Arrêté du 14 août 2012 relatif aux **conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante**, et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages ;
- Stratégie de prélèvement par échantillonnage: Norme NF EN ISO 16007-7 de septembre 2007 : « Air intérieur –Partie 7 - Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air », et son guide d'application GA X 46-033 de septembre 2012;
- Prélèvements: Norme NF XP X 43-269 : « Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META – Comptage par MOCP » ;
- Mesures: Norme NF X 43-050 : « Qualité de l'air - Détermination de la concentration en fibres d'amiante par Microscopie Electronique à Transmission - Méthode

*Compétences : accréditation des organismes*

- *Code du Travail : article R 4724-14: Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante, et **aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages**, abrogeant depuis le 24 août 2012 l'arrêté du 4 mai 2007 relatif à la mesure de la concentration en fibres d'amiante sur les lieux de travail et aux conditions d'accréditation des laboratoires, à l'exception de l'article 2 de celui-ci, en vigueur jusqu'au 30 juin 2013.*

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		8 / 49



e) Examen visuel après travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante

- Code de la Santé Publique : Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (notamment : article R 1334-29-3 I et III)
- Norme XP X 46-021 de juillet 2005. « Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante »

*Compétences : certification*

- Code de la Construction et de l'Habitation : Articles L 271-6, R 271-1 ;
- Code de la Santé Publique : Article R 1334-23 **Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification**

## 2.1.2. DOSSIER TECHNIQUE- AMIANTE

- Code de la Santé Publique : Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis : Article R 1334-14 ;
- Code de la Santé Publique : Article R 1334-29-5, pour le contenu du DTA et les conditions de sa tenue et de sa communication ;
- Code de la Santé Publique R 1334-20 : Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, pour les informations et documents concernant les rapports de repérage, les évaluations périodiques et la suite qui leur est donnée (liste A) ;
- Code de la Santé Publique R 1334-21 : Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante, et du risque de dégradation lié à l'environnement, ainsi que le contenu du rapport de repérage, pour les informations et documents concernant les rapports de repérage, les évaluations périodiques et la suite qui leur est donnée (liste B) ;
- Code de la Santé Publique : Article R 1334-29-5 : Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » pour les conditions de mise à jour du DTA, le contenu de la fiche récapitulative et les recommandations générales de sécurité ;
- Norme NF X 46-020 du 5 août 2017 Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie ;
- Norme NFX 46-023 d'octobre 2005, « Éléments de cartographie du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis ».
- Arrêté du 25 mars 2019 modifiant l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification. **Les opérateurs disposeront d'une certification avec mention.**

*Compétences : certification, accréditation des organismes*

- Code de la Construction et de l'Habitation : Articles L 271-6, R 271-1 ;
- Code de la Santé Publique : Article R 1334-23 : Arrêté du 25 mars 2019 modifiant l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification. Les opérateurs disposeront d'une certification avec mention.

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		9 / 49

### 2.1.3. MISSION DE CONSTAT AMIANTE AVANT VENTE

L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante est régie par les texte principaux suivants :

- *Articles L.1334-13 et R. 1334-14 à R.1334-21 du code de la santé publique ;*
- *Arrêté du 14 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis.*

### 2.2. CARACTERISATION DES ENROBES BITUMINEUX DE CHAUSSEE

La caractérisation des enrobés bitumineux de Chaussée est régie par les texte principaux suivants :

- Code du Travail : Article L 4412-2, et Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 modifié relatif au repérage de l'amiante avant certaines opération (articles R4412-97 à R 4412-97-6) ; et Décret du 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante ;
- La norme NF X46-102 de Novembre 2020 « Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers - Mission et méthodologie »
- Code de l'environnement (article 541-8 à 541-10 concernant Les HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques)

### 2.3. REPERAGES, DIAGNOSTICS ET CONTROLES ET SUIVI DES MATERIAUX PLOMB

#### a) Diagnostic avant travaux ou démolition

- Code du Travail : Article R 4412- 5 sur l'évaluation des risques d'exposition aux agents chimiques dangereux ;
- Code de la Santé Publique : Articles L 1334-5 à 8 et R 1334-10 à 12: Arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) ;
- Code de la Santé Publique : Articles L 1334-8: Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb ;
- Norme NF X46-035 de Juin 2021 « Repérage plomb - Recherche de plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction »
- Norme NF X 46-031 d'avril 2008 « analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb » ;

*Compétences : certification*

- *Code de la Santé Publique: Article R 1334-11;*
- *Code de la Construction et de l'Habitation : Articles L 271-6, R 271-1 ;*
- *Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;*

#### b) Contrôle de travaux en présence de plomb

- Code de la Santé Publique : Articles L 1334- 2 et 3 et R 1334-8
- Arrêté du 12 mai 2009, relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L 1334-2 du Code de la Santé Publique ;
- Norme NF X 46-032 d'avril 2008 « Diagnostic plomb- méthodologie de mesure de plomb dans les poussières au sol » ;

*Compétences : certification*

- *Code de la Santé Publique : Articles L 1334-1-1 ; L 1334-3 ;*

#### c) Code de la Construction et de l'Habitation : Articles L 271-6, R 271-1 ;

- *Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de*

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		10 / 49

*certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;*

d) Constat de risque d'exposition au plomb

- Code de la Santé Publique : Articles L 1334-5 à **10** et R 1334-10 à 12: Arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) ;

*Compétences : certification*

- *Code de la Santé Publique: Article R 1334-11;*
- *Code de la Construction et de l'Habitation : Articles L 271-6, R 271-1 ;*
- *Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de **certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb** ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;*

## **2.4. REPERAGES, DIAGNOSTICS ET CONTROLES ET SUIVI DES MATERIAUX TERMITES**

a) Etat du bâtiment relatif à la présence de termites

- Code de la Construction et de l'Habitation : Articles L 133- 1, 5 et 6, L 271- 4 et R 133- 1, 7 et 8 ;
- Arrêté du 29 mars 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites, modifié le 7 mars 2012 ;
- Norme NF P 03-201 de mars 2012 « Diagnostic technique – Etat du bâtiment relatif à la présence de termites »,
- Arrêté préfectoral et ordonnance du Maire en vigueur à la date de notification de la commande

b) Compétences : certification:

- *Code de la Construction et de l'Habitation : Articles R 133-7, L 271-6, R 271-1 ;*
- *Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification ;*

## **2.5. REPERAGES, DIAGNOSTICS ET CONTROLES ET SUIVI DES MATERIAUX MERULE**

▪ Etat du bâtiment relatif à la présence de mэрule

- Code de la Construction et de l'Habitation : Articles L271-4 & L133-9
- Loi 2014-366 du 24 mars 2014 dite loi « ALUR », article 37
- Arrêté préfectoral et ordonnance du Maire en vigueur à la date de notification de la commande

▪ Compétences : certification:

- *Code de la Construction et de l'Habitation : Articles R 133-7, L 271-6, R 271-1, D 731.2*

## **2.6. AUTRES DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS**

### **2.6.1. DIAGNOSTICS IMMOBILIERS OBLIGATOIRES AVANT-VENTE**

Le service administration et valorisation du patrimoine (SAVP), de la direction économique, financière, de l'investissement et du patrimoine (DEFIP) prend notamment en charge le suivi de dossiers de vente

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		11 / 49

de biens immobiliers de toute nature (appartements, maisons, anciens hôpitaux ou bâtiments hospitaliers, bâtiments divers, locaux techniques...), décidés par l'AP-HP, principalement en Ile-de-France et régulièrement sur l'ensemble du territoire français.

La liste des diagnostics que le SAVP peut être amené à faire réaliser, en vue de les annexer aux promesses et actes de ventes de biens immobiliers conclus par l'AP-HP, est définie par l'article L.271-4 du code de la construction et de l'habitation :

**a) Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)**

- *Articles L.1334-5, L.1334-6 et R.1334-10 à R.1334-12 du code de la santé publique ;*
- *Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.*

**b) L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante**

- *Articles L.1334-13 et R. 1334-14 à R.1334-21 du code de la santé publique ;*
- *Arrêté du 14 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis.*

**c) L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment**

- *Articles L.133-6 et R.133-1 à R.133-8 du code de la construction et de l'habitation*

**d) L'état de l'installation intérieure de gaz**

- *Articles L.134-7 et R.134-6 à R.134-9 du code de la construction et de l'habitation ;*
- *Arrêté du 15 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification ;*
- *Arrêté du 6 avril 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz.*

**e) Le diagnostic de performance énergétique (DPE)**

- LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.
- Code de la construction et de l'habitation : Sous-section 2 : Diagnostic de performance énergétique... (Articles R126-15 à R126-29).
- Décret n° 2020-1610 du 17 décembre 2020 relatif à la durée de validité des diagnostics de performance énergétique
- Arrêté du 25 mars 2024 modifiant les seuils des étiquettes du diagnostic de performance énergétique pour les logements de petites surfaces et actualisant les tarifs annuels de l'énergie
- Arrêté du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté du 31 mars 2021 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments ou parties de bâtiments à usage d'habitation en France métropolitaine et l'arrêté du 31 mars 2021 relatif aux méthodes et procédures applicables au diagnostic de performance énergétique et aux logiciels l'établissant
- Arrêté du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		12 / 49

énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

▪

#### **f) L'état de l'installation intérieure d'électricité**

- *Articles L.134-7 et R.134-10 à R.134-13 du code de la construction et de l'habitation ;*
- *Arrêté du 2 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification ;*
- *Arrêté du 8 juillet 2008 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation.*
- *NFC 15-100.*

#### **g) L'information sur la présence d'un risque de mэрule**

- *Article L.133-8 du code de la construction et de l'habitation*

### **2.6.2. DIAGNOSTIC IMMOBILIER OBLIGATOIRE AVANT LOCATION OU MISE A DISPOSITION**

Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986

### **2.6.3. DIAGNOSTIC IMMOBILIER DANS LE CADRE D'UNE VENTE AVEC MISE EN COPROPRIETE**

Le diagnostic technique global (DTG) pour les immeubles (à destination partielle ou totale d'habitation) de plus de 10 ans qui font l'objet d'une mise en copropriété.

Textes de référence :

- Articles L.731-1 à L.731-5 du code de la construction et de l'habitation ;
- Décret n° 2016-1965 du 28 décembre 2016 relatif aux modalités de réalisation du diagnostic technique global.

Dans l'hypothèse où un nouveau diagnostic avant-vente serait imposé par une réglementation nouvelle, celui-ci devra pouvoir être réalisé dans le cadre du présent marché. Un avenant sera conclu à cet effet

### **2.6.4. COMPETENCES, CERTIFICATION**

L'article L.271-6 du code de la construction et de l'habitation définit, de façon générale les garanties de compétence qui doivent être fournies par le diagnostiqueur. Le titulaire devra réaliser les diagnostics selon les règles de l'art et la réglementation en vigueur

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		13 / 49

## ARTICLE 3. DEFINITION DES PRESTATIONS

### 3.1. AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS:

#### 3.1.1. REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX OU AVANT DEMOLITION

Sont visés :

- Les locaux et accès aux locaux concernés par des travaux, de tout immeuble bâti dont le permis de construire a été délivré avant le 01/07/1997;
- Les locaux, parties d'immeubles ou immeubles concernés par des travaux de démolition ou de déconstruction, dont le permis de construire a été délivré avant le 01/07/1997.

#### 3.1.2. Etablissement d'un Dossier Technique Amiante (DTA)

##### a) Définition de la mission :

Etablissement d'un DTA dans un bâtiment ne disposant pas, de façon fiable, d'un tel document, par repérage des produits et matériaux pouvant contenir de l'amiante

##### b) Périmètre de la mission :

- Analyse des documents communiqués.
  - Recherche de la présence des matériaux mentionnés à l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique.
  - Identification des matériaux et produits qui contiennent de l'amiante
- Etablissement du DTA, renseignement de la fiche récapitulative et du Tableau de Bord Amiante annuel de l'AP-HP.

##### c) Périmètre de la mission :

**Tous les immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1<sup>er</sup> juillet 1997, dont l'AP-HP, propriétaire, n'aurait pu se faire communiquer un DTA exploitable.**

#### 3.1.3. MISE A JOUR DES DIAGNOSTICS TECHNIQUES AMIANTE (DTA)

##### a) Définition de la mission :

Mise à jour du DTA existant par repérage des produits et matériaux pouvant contenir de l'amiante dans tout ou partie des immeubles. Contenu de la mission :

- Analyse du DTA existant et des documents communiqués
- Intégrer dans le DTA les données communiquées soit à l'issue des travaux de désamiantage, recouvrement ou encapsulage, soit à l'issue d'un Diagnostic avant travaux non suivi de travaux.
- Renseigner les fiches récapitulatives et le Tableau de Bord Amiante à chaque mise à jour

##### b) Périmètre de la mission :

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		14 / 49

Tous les immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1<sup>er</sup> juillet 1997, ayant fait l'objet d'un DTA

### **3.1.4. DIAGNOSTIC D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE**

Sont visés les parties des immeubles, dans lesquels des matériaux contenant de l'amiante ont été identifiés dans le Dossier Technique Amiante.

### **3.1.5. MESURES D'EMPOUSSIEREMENT ENVIRONNEMENTAL**

Sont visés : les parties des immeubles dans lesquels des matériaux contenant de l'amiante ont été identifiés.

- Dans le cadre de l'évaluation des états de conservation;
- **En cours de travaux, en périphérie d'une zone en cours de désamiantage**
- Dans le cadre de la restitution des locaux après travaux de désamiantage.
- Dans le cadre de levé de doute suspicion de présence de fibre amiante.

### **3.1.6. EXAMENS VISUELS APRES TRAVAUX DE RETRAIT OU D'ENCAPSULAGE**

**Sont visés : les parties des immeubles ayant fait l'objet de travaux de retrait ou d'encapsulation de matériaux contenant de l'amiante.**

### **3.1.7. DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT VENTE OU AVANT CESSION, DANS LE CADRE DES DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS**

Sont visés : les immeubles dont le permis de construire a été délivré avant le 1/07/1997 (ensemble des locaux concernés par la vente ou cession, y compris les parties communes des immeubles collectifs).

Diagnostic qui a une durée de validité illimitée si le diagnostiqueur n'a pas repéré d'amiante. Si la présence d'amiante est détectée, un nouveau contrôle doit être effectué dans les 3 ans suivant la remise du rapport.

### **3.1.8. DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT LOCATION, DANS LE CADRE DES DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS**

Sont visés :

- Les immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (ensemble des locaux concernés par la location, y compris les parties communes des immeubles collectifs). Si des prélèvements s'avéraient nécessaires conformément à la réglementation en vigueur au jour de la réalisation desdits diagnostics, il appartiendra au titulaire du marché de les réaliser. Ces prélèvements seront facturés conformément au BPU.
- Les chaussées comportant un enrobé bitumineux

## **3.2. REPERAGE AVANT TRAVAUX SUR OUVRAGES DE GENIE CIVIL, INSTALLATIONS, STRUCTURES OU EQUIPEMENTS CONCOURANT A LA REALISATION OU LA MISE EN ŒUVRE D'UNE ACTIVITE**

### **3.2.1. 3.2.1 DIAGNOSTIC COMPLET DES REVETEMENTS BITUMINEUX AVANT TRAVAUX**

**Sont visées les enrobés bitumineux de chaussées réalisés avant 2013 devant faire l'objet de travaux**

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		15 / 49

## **de décapage, rabotage, démolition, recyclage ou réutilisation dans l'enceinte des sites de l'AP-HP.**

### a) Définition de la mission :

La caractérisation a pour but établir l'absence ou la présence d'amiante et/ou d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée dans les enrobés concernés par une opération de travaux.

### b) Contenu de la mission

La mission devra être engagée par le titulaire du marché sur la base des documents écrits fournis par le Référent de mission, qui comprendront :

- Au minimum la définition écrite succincte des travaux et la délimitation sur plan de la zone de travaux projetées
- En sus tous documents et informations disponibles permettant le repérage avant travaux de l'amiante dans les enrobés routiers, tels que le dossier de l'ouvrage exécuté (DOE), le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), le Diagnostic Technique Amiante (DTA) ou les résultats d'analyses antérieures de prélèvement par carottage.

La méthode de détermination sera celle du « Guide d'aide à la caractérisation des enduits bitumineux » édité par le Comité de Pilotage National « Travaux Routiers – Risques Professionnels » du 20 novembre 2013 et la norme NF X46-102 sur le Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers. Elle comprendra l'analyse des documents communiqués, la détermination des prélèvements à effectuer et des échantillons à analyser et de leur forme (prélèvements ponctuels, prélèvements multicouches).

### Examen des documents communiqués

Un examen des documents communiqués comportant, les dates de réalisation, les entreprises ayant réalisé les revêtements ou les procédés de fabrication peut permettre de conclure de façon certaine à l'absence d'amiante ou de HAP à teneur élevée (supérieure à 50 mg/kg d'enrobé). Dans ce cas les enrobés peuvent être réutilisés ou transportés dans une installation de stockage pour déchets non dangereux

Dans le cas contraire, il y a lieu de procéder à des prélèvements et analyses

### Prélèvements et analyses à effectuer si l'absence d'amiante ou de forte teneur en HAP ne peuvent être établie sur la base des documents communiqués

Les prélèvements seront effectués dans les conditions du §4.2 du Guide précité et donnent lieu à analyse de type META par laboratoire accrédité (annexe G6 du Guide), d'une part, et analyse de la teneur en HAP, d'autre part (annexe G8 du Guide), celles-ci étant réalisées sur l'ensemble de l'épaisseur des enrobés diagnostiqués, celle-ci étant notée dans le rapport.

Si les analyses des échantillons révèlent une **absence d'amiante** et une **teneur en HAP inférieur à 50 mg/kg** d'enrobé, les enrobés concernés **peuvent être réutilisés** ou transportés dans une installation de stockage pour **déchets non dangereux**

Si les analyses des échantillons révèlent une **présence d'amiante** et une **teneur en HAP inférieur à 50 mg/kg** d'enrobé, les enrobés concernés **ne peuvent être réutilisés** et doivent être transportés dans une **installation de stockage pour déchets non dangereux**

**Dans les autres cas**, les enrobés doivent être transportés dans une installation de stockage pour **déchets**

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		16 / 49



**dangereux**

Un rapport de caractérisation sera établi reprenant

- La désignation des voies faisant l'objet de l'étude selon indication du Référent
- La localisation sur plan de la zone de travaux, des prélèvements et des zones pour lequel le titulaire conclut à la présence d'amiante ou de HAP à forte teneur, l'épaisseur de l'enrobé au droit du prélèvement
- La caractérisation de chaque échantillon analysé comprenant la nature de l'amiante identifiée, et la teneur en HAP
- La présence ou non de particules minérales allongées non caractérisées comme amiante et leur longueur estimée exprimées en microns
- La caractérisation générale des enrobés bitumineux examinés

### **3.2.2. CONTROLE AVANT ENLEVEMENT EN DECHARGE OU REUTILISATION DES REVETEMENTS BITUMINEUX**

Sur simple demande, seront réalisés des prélèvements dans des stockages de produits bitumineux issus de chaussées suite à rabotage, décapage ou tranchée. Les prélèvements seront effectués dans les conditions du §4.2 du Guide précité et donnent lieu à analyse de type META par laboratoire accrédité (annexe G6 du Guide), d'une part, et analyse de la teneur en HAP, d'autre part (annexe G9 du Guide).

### **3.2.3. STRUCTURES OU EQUIPEMENTS AVANT TRAVAUX, OU DESTRUCTION**

Sont visées les structures ou équipements fabriqués avant 1997 pouvant éventuellement contenir de l'amiante, concernés par des travaux, de la maintenance ou des démontages. Suivant les principes définit :

**Code du Travail : Article L 4412-2, et Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 modifié relatif au repérage de l'amiante avant certaines opération (articles R4412-97 à R 4412-97-6) ; et Décret du 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante :**

**La norme NF X46-100 de Juillet 2019 « Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité - Mission et méthodologie »**

## **3.3. PLOMB**

### **3.3.1. DIAGNOSTICS PLOMB AVANT TRAVAUX, DEMOLITION**

Sont visés tout immeuble ou partie d'immeuble construit :

- Avant le 01/01/1949, et concerné par des travaux de nature à provoquer une altération substantielle des revêtements, dont les travaux de démolition ou déconstruction ;
- Après le 01/01/1949, et concerné par des travaux de nature à provoquer une altération substantielle des revêtements, et pour lequel un doute existe concernant la présence de plomb dans les revêtements ;
- Après le 01/01/1949, et concerné par des travaux de démolition et de déconstruction, construit, et pour lequel un doute existe concernant la présence de plomb dans les revêtements.

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		17 / 49

c) Définition de la mission :

Repérage et détection des revêtements contenant du plomb et détermination de sa concentration et des facteurs de dégradation de ces revêtements afin de voir si un risque potentiel de contamination au plomb existe.

d) Contenu de la mission :

- Analyse des documents communiqués
- Inspection visuelle et mesure de la concentration en plomb de tous les revêtements de l'immeuble concerné. Les murs, fenêtres, volets, portes, plafonds...de chaque pièce d'usage courant de l'habitation fera l'objet d'une ou plusieurs mesures à l'aide de l'appareil à fluorescence X. Chaque mesure est classée en fonction de la présence ou non de plomb et de l'état de dégradation du revêtement.
- Rédaction d'un rapport de repérage

e) Périmètre de la mission :

Ne concerne que les bâtiments de logement individuels et collectifs construits avant le 01/01/1949. Pour les logements collectifs, la mission comprend le logement ainsi que les parties communes.

### **3.3.2. CONTROLE DES TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB**

Sont visés les parties des immeubles ayant fait l'objet de travaux de traitement du risque d'exposition au plomb.

### **3.3.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB**

Sont visés les immeubles ou parties d'immeubles construits avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949 et affectés en tout ou partie à l'habitation :

- En cas de vente les parties privatives
- En cas de contrat de location les parties à usage commun.

### **3.4. TERMITES :**

Sont visés les immeubles bâtis et non bâtis situés dans une zone à risque délimitée par arrêté préfectoral ou municipal.

Accessoirement, ces prestations peuvent être commandées dans le cadre d'une démarche volontaire et indépendamment des arrêtés préfectoraux et municipaux pour des immeubles concernés par des travaux de réhabilitation ou des travaux de démolition.

### **3.5. MERULE**

Sont visés les immeubles bâtis et non bâtis situés dans une zone à risque délimitée par arrêté préfectoral ou municipal.

Accessoirement, ces prestations peuvent être commandées dans le cadre d'une démarche volontaire et indépendamment des arrêtés préfectoraux et municipaux pour des immeubles concernés par des travaux de réhabilitation ou des travaux de démolition.

### **3.6. DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS AVANT VENTE, MISE EN LOCATION OU MISE A DISPOSITION**

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		18 / 49

### **Biens concernés :**

Appartements, lots de copropriété divers, murs de commerces, maisons, terrains, anciens sites hospitalier ou bâtiments hospitaliers, bâtiments divers, locaux ou galeries techniques etc.

### **Localisation :**

Principalement en Ile-de-France mais également sur l'ensemble du territoire français.

Il pourra être demandé au titulaire de réaliser les diagnostics suivants en fonction des caractéristiques, de la destination, de l'époque de construction des biens concernés et selon la réglementation en vigueur :

a) **Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)**

- o Locaux d'habitation le permis de construire a été délivré avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949

b) **L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante**

- o Tout immeuble bâti dont le permis de construire a été délivré avant le 1<sup>er</sup> juillet 1997. Si des prélèvements s'avéraient nécessaires conformément à la réglementation en vigueur au jour de la réalisation desdits diagnostics, il appartiendra au titulaire du marché de les réaliser. Ces prélèvements seront facturés conformément au BPU.
- o Toute chaussée comportant un ENROBE BITUMINEUX

c) **L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment**

- o Biens situés dans les zones déclarées par un arrêté comme étant infestée par les termites (ou susceptible de l'être à court terme).

d) **L'état de l'installation intérieure de gaz**

- o Les logements concernés sont ceux dont l'installation du gaz a plus de 15 ans ou dont le dernier certificat de conformité date de plus de 15 ans.

e) **Le diagnostic de performance énergétique (DPE)**

f) **L'état de l'installation intérieure d'électricité**

- o Installations électriques de plus de 15 ans.

g) **L'information sur la présence d'un risque de merule**

- o Biens situés dans les zones déclarées par un arrêté comme devant faire l'objet d'un diagnostic mérules.

### **3.7. DIAGNOSTIC IMMOBILIER DANS LE CADRE D'UNE VENTE AVEC MISE EN COPROPRIETE**

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		19 / 49

Un diagnostic technique global (DTG) pourra être commandé pour les immeubles (à destination partielle ou totale d'habitation) de plus de 10 ans qui font l'objet d'une mise en copropriété.

### **3.8. TRAVAIL EN HAUTEUR, FOURNITURE ET EQUIPEMENTS SPECIFIQUES**

Le titulaire fournira si besoins et aux conditions du marché les équipements spécifiques tel que nacelle et échafaudage afin d'effectuer la mission de diagnostic (travaux en hauteur).

Les prix distingueront

- **Les prestations de travail sur toiture**
- **Les prestations de travail à la corde sur façade**
- **Les mise à dispositions de nacelles**
- **L'utilisation de drone ou robot.** Les autres équipements de travail tels qu'échelles, escabeaux, balisage, équipements spécifiques de sécurité pour travail en égout ou en locaux insalubres...) sont à la charge du titulaire du marché ; leur mise en œuvre (y compris décontamination si nécessaire est incluse dans les prix forfaitaires unitaires. Leurs mises en œuvre doivent respecter les dispositions réglementaires, et les cas échéants les protocoles, plans de retraits, plans de préventions et conditions d'accès définis avec le donneur d'ordre.

Les collaborateurs de l'entreprise seront formés au port des EPI. Ces derniers seront vérifiés annuellement par un bureau de contrôle à sa charge. Le MOA fournira les rapports de contrôle des points d'ancrage avant toute intervention.

Concernant l'utilisation de drone celle-ci devra être justifiée et ne pourra pas se faire sans accord du donneur d'ordre et dans le respect de la réglementation préfectorale. Les conditions d'utilisations précises, plans de vol, habilitation et dossier complet devront être transmis. Si nécessaire, le vol pourra être arrêté à tout instant par un responsable local du site. Le titulaire aura à sa charge la mise en œuvre des dispositions réglementaires (règlement d'exécution (UE) 2019/947 du 24 mai 2019 et Arrêté du 3 décembre 2020 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs sans équipage à bord) :

- Posséder une Déclaration de Niveau de Compétence pour le pilote et évaluer périodiquement ses compétences théoriques et pratiques,
- Effectuer une déclaration d'activité annuelle auprès du service territorial de l'aviation civile et y transmettre un rapport d'activité annuel,
- Respecter les distances de vol,
- Rédiger un document décrivant les modalités de mise en œuvre de ses différentes obligations réglementaires,
- Être assuré pour l'utilisation de ce type d'appareil,
- etc. (liste non exhaustive des disposition réglementaires à réaliser) ...

Il appartient au titulaire et le pilote de prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes présentes dans cet espace.

<b>ARTICLE 4. MISSION DE REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION DANS LES IMMEUBLES BATIS</b>		
<b>C1 - Interne</b>	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		20 / 49

#### **4.1. CADRE DE LA MISSION :**

L'article R 1134-19 du Code de la Santé Publique oblige les propriétaires, préalablement à la démolition (y compris en cas de démolition partielle et de travaux de réhabilitation) à effectuer un repérage des matériaux, produits et équipements contenant de l'amiante (liste C).

L'article R 1339-29-6 les oblige à transmettre les résultats de ce repérage à toute personne physique ou morale appelée à concevoir ou à réaliser ces travaux.

L'article R 4412-97 du Code du Travail impose à l'employeur d'évaluer les risques avant toute intervention susceptible de libérer des fibres d'amiante.

Pour l'AP-HP, cette évaluation des risques impose l'établissement préalable d'un rapport de repérage amiante avant travaux (RAAT).

Il se limite à la zone de travaux et la recherche d'amiante est adaptée à la nature des travaux envisagés.

D'une façon générale, le Titulaire devra se conformer :

- Aux prescriptions de l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des MCA de la liste C avant démolition ;
- À la norme NF X 46-020 « Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie »
- À la norme NFX 46-02 « Éléments de cartographie du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis ».

Pour les bâtiments désignés au bordereau de prix par des tranches de surfaces, la prestation sera effectuée pour l'ensemble immobilier du site soit : les bâtiments (sous- sol, étages, combles, terrasses, ...), les annexes, les postes HT, les gaines et les machineries d'ascenseurs, les joints des conduits métalliques de ventilation, les locaux techniques (chaufferie, groupes frigorifiques, groupes électrogènes, ..), les bâtiments préfabriqués, les communs des logements, les caves, les locaux occupés par du public (associations, commerces...).

#### **4.2. MODALITES DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**

Selon l'article 2 de l'arrêté du 26 juin 2013, le repérage s'entend après évacuation définitive de l'immeuble et enlèvement des mobiliers afin que tous les composants soient accessibles. Toutefois, les recherches qui ne génèrent pas d'émission de fibres sont engagées avant l'évacuation.

Les composants concernés sont définis réglementairement par la liste C de l'annexe 13-9 jointe au décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 (Code de la Santé Publique).

L'annexe A de la Norme NF X 46-020 (et sa fiche FD X 46-041) définit également une liste de composants à inspecter ou à sonder.

Ces 2 listes ne coïncidant pas parfaitement, le Titulaire devra mener un examen exhaustif selon la liste la plus large possible de composants et de parties de la construction. Il devra en particulier inclure et traiter comme ceux de la liste C tous les matériaux et produits suspects dont il pourra avoir connaissance, et notamment :

- Ceux ne figurant pas dans l'une des 2 listes précitées,
- Ceux des listes A et B de l'annexe 13-9, sur la base des informations qu'il aura collectées dans le Dossier Technique Amiante ou selon ses propres investigations.

Pour réaliser le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante, le Titulaire devra :

- Dans une première phase, rechercher les matériaux et produits contenant ou étant susceptibles de

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		21 / 49

contenir de l'amiante, accessibles sans travaux destructifs, **en définissant des zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes.**

Dans les cas exceptionnels, à justifier par l'opérateur, où certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur le précise et en mentionne les motifs. Il émet ses réserves par écrit et préconise les investigations complémentaires qui feront l'objet d'un deuxième bon de commande de la part du maître d'ouvrage.

- Dans une deuxième phase, identifier les matériaux et produits contenant de l'amiante, en concluant sur leur présence ou sur leur absence.

En cas de doute, il aura fait réaliser les sondages et prélèvements nécessaires, sur des matériaux et des produits susceptibles de contenir de l'amiante. Ces prestations seront réalisées conformément à la norme NF X 46-020, compris toutes sujétions de démontage, de dépose, ou de détérioration du matériau, et de protection des surfaces à prélever.

Tout au long de sa mission, le Titulaire localisera sur les plans fournis par le Référént de mission ou sur croquis synoptiques (en l'absence de plans), les prélèvements réalisés, l'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produits contenant de l'amiante ainsi que le zonage des matériaux et des produits similaires (par ordre décroissant : plan de masse, plan du niveau, plan du local, photographie du matériau ou produit contenant de l'amiante). Ces prestations seront réalisées conformément à la Norme XP X 46-023.

Les échantillons proprement dits doivent être identifiés de leur prélèvement jusqu'à leur élimination comme déchet par le laboratoire.

#### **4.3. PROGRAMME DE REPERAGE AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE**

**Liste C de l'annexe 13-9 jointe au décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 (Code de la Santé Publique) augmentée des constats AP-HP**

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
<b>1- Toiture et étanchéité</b>	
Plaques ondulées.	Plaques en fibres-ciment.
Ardoises.	Ardoises composite, ardoises en fibres-ciment.
Eléments ponctuels.	Conduits de cheminée, conduits de ventilation,...
Revêtements bitumineux d'étanchéité.	Bandeaux d'asphalte ou bitumé (Shingle), pare-vapeur, revêtements et colles.
Accessoires de toitures.	Rivets, faîtages, closoirs...
<b>2- Façades</b>	
Panneaux-sandwichs.	Plaques, joints d'assemblage, tresses,...
Bardages.	Plaques et « bacs » en fibres-ciment, ardoises en fibres-ciment, isolants sous bardage.
Appuis de fenêtres.	Eléments en fibres-ciment.
<b>3- Parois verticales intérieures et enduits</b>	
Murs et cloisons.	Flocages, enduits projetés, revêtements durs des murs (plaques planes en fibres-ciment), joints de dilatation.

<b>C1 - Interne</b>	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		22 / 49

Poteaux (périphériques et intérieurs).	Flocages, enduits projetés, joints de dilatation, entourage de poteaux (carton, fibres-ciment, matériau-sandwich, carton + plâtre), peintures intumescentes
Cloisons légères ou préfabriquées.	Panneaux de cloisons, jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons : tresse, carton, fibres-ciment.
Gaines et coffres verticaux.	Flocage, enduits projetés et lissés ou talochés ayant une fonction coupe-feu, panneaux
Portes coupe-feu. – Portes pare-flammes.	Vantaux et joints.
<b>4- Plafonds et faux plafonds</b>	
Plafonds.	Flocages, enduits projetés, panneaux collés ou vissés, coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciment, composite).
Poutres et charpentes (périphériques et intérieures).	Flocages, enduits projetés, peintures intumescentes
Interfaces entre structures.	Rebouchage de trémies, jonctions avec la façade, calfeutremments, joints de dilatation.
Gaines et coffres horizontaux.	Flocages, enduits projetés, panneaux, jonction entre panneaux.
Faux-plafonds.	Panneaux et plaques.
<b>5- Revêtements de sol et de murs</b>	
Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement).	Dalles plastiques, colles bitumineuses, lés plastiques avec sous-couche, chape maigre, calfeutrement des passages de conduits, revêtement bitumineux des fondations.
Revêtements de murs.	Sous-couches des tissus muraux, revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment), colles des carrelages.
<b>6- Conduits, canalisations et équipements</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides).	Calorifugeage, enveloppe de calorifuge, conduits en fibres-ciment, joints de conduits de ventilation métalliques
Conduits de vapeur, fumée, échappement.	Conduit en fibres-ciment, joints entre éléments, mastics, tresses, manchons.
Clapets/volets coupe-feu.	Clapet, volet, rebouchage.
Vide-ordures.	Conduit en fibres-ciment.
<b>7-Ascenseurs et monte-charge</b>	
Portes palières.	Portes et cloisons palières.
Trémie – Machinerie.	Flocage, bourre, mur/plancher, joint mousse.
<b>8-Equipements divers</b>	
Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes, convecteurs et radiateurs, aérothermes...	Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peinture anti condensation, plaques isolantes (internes et externes), tissu amiante.
<b>9-Installations industrielles</b>	
Fours, étuves, tuyauteries ...	Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peinture anti condensation, plaques isolantes (internes et externes), tissu amiante. Freins et embrayages.
<b>10-Coffrages perdus</b>	
Coffrages et fonds de coffrages perdus.	Eléments en fibres-ciment.

#### 4.4. ANALYSES DES PRODUITS ET MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		23 / 49

Lorsqu'un produit ou matériau est considéré comme étant susceptible de contenir de l'amiante, le Titulaire ou son représentant ne peut conclure à l'absence d'amiante sans avoir recours à une analyse.

Le Titulaire ou son représentant compétent devra :

- Consigner les informations suivantes pour chaque échantillon de matériau ou de produit douteux :
  - Photographier et repérer la prise d'échantillon sur les plans sur support informatiques ou papier fournis par le service considéré ou sur croquis ;
  - Respecter le conditionnement et la traçabilité des prélèvements (site, bâtiment, niveau, local, matériau, descriptif, état).
- Procéder au prélèvement en assurant la sécurité des usagers des locaux : consigner les informations suivantes pour chaque échantillon de matériau ou de produit douteux ;
  - Effectuer le prélèvement à l'aide d'outillages adéquats et de protections individuelles (masque, gant) et utiliser un fixatif (surfactant) avant et après le prélèvement de matériau ou produit friable;
  - Nettoyer la zone d'intervention.
- Faire analyser les matériaux ou les produits prélevés par un organisme accrédité au sens de l'article R 1334-24 du Code de la Santé Publique, et donc conduit à :
  - Recourir à la technique de la microscopie électronique à transmission analytique (META ou à défaut de la microscopie optique à lumière polarisée (MOLP);
  - Se conformer aux modalités prévues dans l'annexe à l'arrêté du 6 mars 2003 relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les matériaux et produits.

L'opérateur de repérage veillera à la traçabilité des échantillons prélevés. Ils seront repérés de manière à ce que les ouvrages dans lesquels ils ont été prélevés soient précisément identifiés. **Chaque échantillon sera identifié dès son prélèvement et jusqu'à son élimination comme déchet.**

#### **4.5. RAPPORT DE REPERAGE**

L'opérateur de repérage rédigera un rapport de repérage par opération ou chantier identifiée dans le bon de commande, conforme aux dispositions énoncées dans les normes précitées au paragraphe 2.1.2 ci-dessus et dont le contenu minimal est donné par l'article 6 de l'arrêté « liste C » du 26 juin 2013.

Ce rapport comprendra les éléments suivants :

- Sur la page de garde :
  - L'identification du commanditaire du repérage et du propriétaire de l'immeuble ;
  - Le nom et l'adresse de l'organisme chargé de la mission ;
  - L'intitulé et l'adresse du bâtiment concerné, l'étage et les locaux concerné par le repérage ;
  - L'objet du rapport ;
  - La date de visite du repérage ;
  - La date de signature du rapport ;
  - Le nom du contrôleur technique ou du technicien de la construction ainsi que sa signature.
- Sur les pages suivantes :
  - Le sommaire du document avec les pièces annexes ;
  - Au début de rapport, les conclusions de l'opérateur
  - L'identification de la mission de l'opérateur et son périmètre ;
  - Les dates, références et principales conclusions des rapports précédemment réalisés ;

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		24 / 49



- La synthèse du repérage amiante avec l'indication des conclusions précises, argumentées et sans ambiguïtés le sommaire du document avec les pièces annexes
- Le détail des locaux visités, désignés avec leur code de repérage s'ils ont été fournis par le représentant de l'AP HP ;
- La liste des locaux non visités avec justification précise ;
- Le tableau de synthèse de la recherche des matériaux et des produits contenant de l'amiante (locaux, localisation, prélèvements, référence laboratoire, résultat, état de conservation...) ;
- Les plans, les photos et les croquis (en l'absence de plans) avec localisation des prélèvements, des zones homogènes ;
- Les rapports d'analyse de prélèvements du laboratoire ;
- Les attestations de compétence et les attestations d'assurance.

#### ARTICLE 5. MISSION D'ETABLISSEMENT DE DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

**L'établissement d'un DTA nouveau concernera un bâtiment isolé complet et comprendra :**

- L'analyse des documents communiqués.
- La recherche de la présence de matériaux mentionnés à l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique. A cet effet une visite exhaustive de tous les locaux constituant le bâtiment sera effectuée y compris combles et vides sanitaires accessibles, accompagnés, dans les locaux présentant un risque particulier, d'un représentant de l'AP-HP.
- La recherche de la présence de tout autre matériau et produit réputé pouvant contenir de l'amiante dont la personne qui effectue le repérage aurait connaissance, en cas de doute sur la présence d'amiante dans ces matériaux et produits, réalisation d'un ou plusieurs prélèvements pour analyse, selon les dispositions déjà décrites au § 4.
- L'identification des matériaux et produits qui contiennent de l'amiante selon les dispositions déjà décrites au § 4.
- L'établissement du DTA sur support papier (1 exemplaire) et informatique (1 copie pdf du document papier et un fichier de type Excel récapitulatif)

**A l'issue de la mission seront renseignés la fiche récapitulative du DTA et le Tableau de Bord Amiante de l'AP-HP.**

#### ARTICLE 6. MISSION DE MISE A JOUR DE DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

**La mise à jour est remise au plus tard un mois avant la réunion du Comité Amiante local, s'il existe, ou Comité Amiante central de l'AP-HP. Les données chiffrées seront, dans le même délai, reportées dans le tableau de bord amiante de l'AP-HP**

A cette occasion, le titulaire

- Collectera auprès du représentant de l'AP-HP tous les documents issus des travaux de désamiantage et des diagnostics avant travaux réalisés dans l'année de référence.
- Effectuera sous la conduite du représentant du représentant de l'AP-HP une visite de contrôle des lieux que lui indiquera ce dernier et des lieux où subsiste pour l'opérateur du titulaire un doute sur la présence d'amiante dans des matériaux ou produits
- Recherchera la présence de tout autre matériau et produit réputé pouvant contenir de l'amiante découlant des visites effectuées avec le représentant de l'AP-HP, en cas de doute sur la présence d'amiante dans ces matériaux et produits, réalisation d'un ou plusieurs prélèvements pour analyse
- Identifiera les matériaux et produits nouvellement repérés qui contiennent de l'amiante, **selon les dispositions déjà décrites aux § 4 et 5**

CP-HP	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		25 / 49

- Etablira un rapport de repérage (conclusions et recommandations) selon les normes NFX 46-020 et NFX 46-023.
- Mettra à jour dans le DTA, sur indication du représentant de l'AP-HP les données administratives et nominatives inscrites dans le DTA
- **Mettra à jour le DTA proprement dit et renseignera le tableau de bord annuel Amiante de l'AP-HP** en reportant toutes les données chiffrées liées au retrait, à l'enlèvement, au recouvrement et à l'encapsulage des amiantes

## ARTICLE 7. MISSION DE DIAGNOSTIC D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS

### 7.1. CADRE DE LA MISSION

L'article R 1334-16 du Code de la Santé Publique impose aux propriétaires des parties privatives d'immeubles collectifs d'habitation un repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, et, en cas de vente, des matériaux et produits de la liste B. (Rapport dénommé : Dossier amiante – parties privatives).

L'article R 1334-17 du Code de la Santé Publique impose aux propriétaires des parties communes d'immeubles collectifs d'habitation un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante (rapport dénommé Dossier Technique Amiante = DTA).

L'article R 1334-18 du Code de la Santé Publique impose aux propriétaires des autres immeubles bâtis un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante (rapport dénommé Dossier Technique Amiante = DTA).

Pour les matériaux de la liste A accessibles sans travaux destructifs, conformément à l'article R.1334- 20 du Code de la Santé Publique, le rapport de repérage du DTA peut préconiser une évaluation périodique des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les articles R 1334-27 et 28 fixent à 3 ans le délai maximal de cette période, à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage, ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage, ou des résultats des mesures d'empoussièrement. Les critères de cette évaluation sont donnés par l'arrêté « liste A » du 12 décembre 2012.

Pour les matériaux de la liste B accessibles sans travaux destructifs, conformément à l'article R 1334- 20 du Code de la Santé Publique, le rapport de repérage du DTA peut préconiser une évaluation périodique des matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Les critères de cette évaluation sont donnés par l'arrêté « liste B » du 12 décembre 2012.

### 7.2. EVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION

Le Titulaire devra :

- Contrôler visuellement chaque pièce ou zone homogène concernée ;
- Remplir une grille d'évaluation pour chaque pièce ou zone homogène :
  - Pour les flocages, calorifugeages et faux- plafonds de la liste A, selon les grilles d'évaluation réglementaire des annexes I, II, III de l'arrêté « liste A » du 12 décembre 2012, se concluant par un score.
  - Pour les MCA de la liste B, selon la grille d'évaluation réglementaire de l'annexe I de l'arrêté « liste B » du 12 décembre 2012, incluant l'évaluation du risque de dégradation lié à

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		26 / 49

l'environnement, et se concluant par des recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes.

- Rédiger un compte-rendu d'intervention distinct pour chaque bâtiment – y compris cartographie, reprenant les informations afférentes données par les articles 6 des 2 arrêtés du 12 décembre 2012.

En outre, cette mission pourra être demandée au Titulaire pour des matériaux et produits contenant de l'amiante, autres que ceux des listes A et B,

- Afin de respecter les consignes générales de sécurité de l'annexe 1 de l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif au Dossier Technique Amiante, qui préconisent de veiller au bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante. Dans ces cas, le contrôle se conclura sur un constat de « bon état » ou d'« état dégradé », - y compris cartographie.

### **7.3. PROGRAMME DE DIAGNOSTIC D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE**

#### **Liste A de l'annexe 13-9 jointe au décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 (Code de la Santé Publique).**

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux-plafonds

#### **Liste B de l'annexe 13-9 jointe au décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 (Code de la Santé Publique).**

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1- Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourage des poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton+plâtre), coffrage perdus Enduits projetés, panneaux de cloisons
2- Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres, gaines et coffres. Planchers	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol.
3- Conduites, canalisations et équipements intérieurs	

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		27 / 49

Conduits de fluides (air, eau, autres fluides). Clapets et volets coupe-feu. Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
<b>4- Eléments extérieurs</b>	
Toitures  Bardages et façades légères Conduits en toiture et façade	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumées

Quel que soit le matériau amiante concerné, cette évaluation couvre une partie de la prescription d'actualisation triennale du Dossier Technique amiante, que s'est imposée l'AP-HP

## **ARTICLE 8. MISSION DE MESURE D'EMPOUSSIEREMENT EN AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS**

### **8.1. CADRE DE LA MISSION**

L'AP-HP pourra faire appel au Titulaire pour 2 types de missions, détaillés ci-après :

- Missions d'ordre réglementaire ;
- Missions d'ordre non réglementaire.

La prestation comprend :

- La définition de la stratégie d'échantillonnage : nombre minimum de prélèvements à réaliser, conditions de réalisation.
- La réalisation des prélèvements (type de supports, débits...)
- L'analyse des échantillons
- La présentation des résultats sous forme de rapport.

Un compte-rendu sera rédigé, ce pour chaque bâtiment concerné.

Ce compte-rendu indiquera systématiquement s'il s'agit d'une mesure d'ordre réglementaire ou non réglementaire. Des croquis seront obligatoirement joints au compte-rendu, afin de situer l'emplacement des pompes.

Le compte-rendu précisera impérativement l'origine de la pollution, c'est-à-dire les matériaux ou produits concernés par la mesure.

### **8.2. MISSIONS D'ORDRE REGLEMENTAIRE**

- a) Mesures d'empoussièrement suite à une évaluation de l'état de conservation

Le Code de la Santé Publique impose ces mesures :

<b>C1 - Interne</b>	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		28 / 49

- Dans le cadre de ses articles R 1334-20 et 27, lorsqu'un composant de la liste A (flocage, calorifugeage ou faux-plafond amianté) a été identifié en état de conservation 2 ;
- Dans le cadre de son article R 1334-29, lorsqu'un composant de la liste A a été identifié en état de conservation 3, ce afin de s'assurer que le niveau d'empoussièrement reste inférieur à 5 fibres par litre en attendant les travaux de retrait ou d'encapsulage. Dans ce cas, une campagne de mesures d'empoussièrement périodiques est mise en place. La périodicité est définie en concertation entre l'AP-HP, le Titulaire et éventuellement l'Inspection du Travail ;

Les modalités de détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air sont définies par l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis.

La stratégie de prélèvement par échantillonnage sera conforme à la méthode définie par la norme NF EN ISO 16007-7 : « Air intérieur - Partie 7 - Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air ».

Le Titulaire doit communiquer, en temps et en heure pour s'inscrire dans le calendrier prévisionnel du maître d'ouvrage, à son organisme accrédité les documents lui permettant de définir sa stratégie : plans à l'échelle, activité dans les locaux concernés et adjacents, rapports et stratégie d'échantillonnage existants.

Les prélèvements et mesures seront réalisés conformément à la norme NF X 43-050 « Qualité de l'air - Détermination de la concentration en fibres d'amiante par Microscopie Electronique à Transmission - Méthode indirecte ».

Le nombre de pièces unitaires est déterminé pour chaque zone homogène.

La fraction des fibres à prendre en compte pour le comptage sera celle qui correspond à la totalité des fibres d'amiante dont la longueur est supérieure à 5 microns, dont la largeur est inférieure à 3 microns et dont le rapport longueur sur largeur est supérieur à 3. Soit les fibres OMS (largeur comprise entre 0,2 et 0,3 micron) et les fibres fines d'amiante (FFA : largeur comprise entre 0,01 et 0,2 micron).

La sensibilité analytique sera de 0,3 fibre par litre, avec une tolérance jusqu'à 0,5 fibre par litre, sous réserve de justifications techniques.

#### b) Mesures d'empoussièrement de restitution

Le Code de la Santé Publique impose ces mesures à la charge du maître d'ouvrage :

- Dans le cadre de son article R 1334-29-3 I, à l'issue de travaux de retrait ou d'encapsulage des matériaux et produits de la liste A ;
- Dans le cadre de son article R 1334-29-3 III, à l'issue de travaux de retrait ou d'encapsulage des matériaux et produits de la liste B, pour les travaux ayant lieu à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés.

Pour permettre la restitution des locaux à leur usage normal, le niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement doit être inférieur ou égal à 5 fibres par litre.

Ces mesures sont réalisées de façon identique aux mesures d'empoussièrement suite à une évaluation de l'état de conservation.

#### c) Mesures d'empoussièrement en vue d'évaluer et de contrôler l'exposition des travailleurs

Pour des interventions sur des matériaux, des équipements, ou des articles susceptibles de provoquer

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		29 / 49

l'émission de fibres d'amiante au sens de l'article R 4412-94 du Code du Travail (= « sous-section 4 » du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012), limitées à des cas spécifiques, notamment d'urgence, le Groupe Hospitalier peut être à la fois l'employeur et le donneur d'ordre.

Le Code du Travail lui impose alors des mesures d'empoussièrement en milieu professionnel:

- Dans le cadre de son article R 4412-97 relatif à l'évaluation initiale des risques par l'employeur : celui-ci est tenu d'estimer le niveau d'empoussièrement correspondant à chacun de ses processus de travail et peut donc être amené à commander des mesures de simulation ;
- Dans le cadre des articles R4412-101 et 145 au cours de l'intervention, l'employeur doit s'assurer du respect de la Valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) ;
- Dans le cadre des articles R4412-114 et 115, lorsque le niveau d'empoussièrement dépasse la VLEP.

Suite à la publication du rapport de la campagne expérimentale de mesures META 2009-2010 en août 2011, l'Instruction Technique de la Direction Générale du Travail 2011- 10 du 23 novembre 2011 a recommandé de réaliser ces mesures en prenant en compte dans le calcul de la VLEP, les FFA en sus des fibres OMS, du fait de leur cancérogénicité confirmée.

En application de l'article R 4724-14 du Code du Travail, les conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement et de contrôle du respect de la VLEP sont définies par l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante, et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.

La stratégie de prélèvement par échantillonnage sera conforme à la méthode définie par la norme NF EN ISO 16007-7: « Air intérieur –Partie 7 - Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air », et son guide d'application GA X 46-033.

Les prélèvements seront réalisés conformément à la norme NF XP X 43-269 « Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META – Comptage par MOCP ».

L'analyse des prélèvements sera réalisée en microscopie électronique à transmission analytique (META), selon la norme NF X 43-050 « Qualité de l'air - Détermination de la concentration en fibres d'amiante par Microscopie Electronique à Transmission - Méthode indirecte ».

La fraction des fibres à prendre en compte pour le comptage sera celle qui correspond à la totalité des fibres d'amiante dont la longueur est supérieure à 5 microns, dont la largeur est inférieure à 3 microns et dont le rapport longueur sur largeur est supérieur à 3. Soit les fibres OMS (largeur comprise entre 0,2 et 0,3 microns) et les fibres fines d'amiante (FFA : largeur comprise entre 0,01 et 0,2 microns).

La sensibilité analytique sera au minima du dixième de la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP).

La concentration moyenne en fibres d'amiante est contrôlée dans l'air inhalé par le travailleur, sur 8 heures de travail. Elle ne doit en aucun cas dépasser la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP), fixée par les articles 5 du décret et R 4412-100 du Code du Travail à 100 fibres par litre (10 fibres à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015).

L'organisme certifié vérifiera le niveau de corrélation entre les empoussièrement mesurés en MOCP et en META, par une analyse en MOCP des filtres de l'analyse META.

### **8.3. MISSIONS D'ORDRE NON REGLEMENTAIRE**

Elles peuvent concerner en particulier (liste non limitative) :

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		30 / 49

- Des matériaux ou produits amiantés dégradés ou non dégradés (bourres d'amiante en vrac; cartons d'amiante; tresses, bourrelets et textiles en amiante; enduits, plâtres amiantés et mortiers de faible densité, inférieure à 1; feutres amiante; filtres à air, à gaz et à liquides...);
- Des contrôles contradictoires ou complémentaires environnementaux menés pendant des travaux de retrait ou d'encapsulage, au sens du Code de la santé publique ;
- Des mesures d'empoussièrement devant être réalisées à l'issue de travaux ;
- Des contrôles contradictoires ou complémentaires menés en milieu professionnel pendant des travaux de retrait ou d'encapsulage, au sens du Code du Travail, le Groupe Hospitalier étant donneur d'ordre, mais non employeur.

## **ARTICLE 9. MISSION D'EXAMEN VISUEL APRES TRAVAUX DE RETRAIT OU D'ENCAPSULAGE D'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS**

### **9.1. CADRE DE LA MISSION**

Avant toute restitution des locaux traités, le Code de la Santé Publique impose un examen visuel :

- Dans le cadre de son article R 1334-29-3 I, à l'issue de travaux de retrait ou d'encapsulage des matériaux et produits de la liste A ;
- Dans le cadre de son article R 1334-29-3 III, à l'issue de travaux de retrait ou d'encapsulage des matériaux et produits de la liste B, pour les travaux ayant lieu à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés.

De plus, l'AP-HP pourra demander un examen visuel suite à des travaux de retrait ou d'encapsulage pour d'autres matériaux et produits contenant de l'amiante.

### **9.2. TRAVAUX DE RETRAIT**

Dans le cas de travaux de retrait, l'examen visuel sera effectué par le Titulaire, conformément à la norme XP X 46-021 de juillet 2005. « Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante ».

Il existe deux types d'examens visuels :

- L'examen visuel de première étape, dit de réception (des travaux),
  - Après dépose de la première couche plastique de confinement et avant la mesure d'empoussièrement libératoire faite par l'entreprise de travaux
  - Ou après dépollution éventuelle et en cours de dépose de la deuxième couche plastique de confinement, après la mesure d'empoussièrement libératoire faite par l'entreprise de travaux

Il constitue le constat réalisé par un intervenant extérieur de la qualité des travaux de retrait et du nettoyage de chantier dans la zone de travail.

Il est réalisé zone en dépression, avant la pose de la pompe d'analyse libératoire de 1<sup>ère</sup> restitution due par l'entreprise de l'entreprise: le Titulaire est tenu de protéger son personnel en conséquence.

L'AP-HP, en concertation avec l'entreprise de travaux, mettra à disposition du Titulaire les moyens d'accès (plates-formes, échafaudages...) permettant d'accéder aux secteurs à contrôler.

Le Titulaire mettra à disposition de l'opérateur d'examen visuel les mesures de protection appropriées.

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		31 / 49

A l'issue de cette première étape, le Titulaire adressera un constat au Référent de mission, qui le transmettra à l'entreprise de travaux. Celle-ci devra remédier aux remarques du Titulaire sur toute la zone de retrait.

- L'examen visuel de deuxième étape, dit de restitution (au maître d'ouvrage)
- Après dépose complet des confinements, calfeutrements, et isollements, et de tous les matériels,
- Il constitue le constat de l'absence de résidus et de pollution dans la zone du chantier.

Il se fait sous la pression normale, avant la pose de la pompe d'analyse libératoire de 2<sup>ème</sup> restitution à la charge du maître d'ouvrage.

Préalablement à l'intervention, le Référent de mission transmettra au Titulaire le compte-rendu de la mesure d'empoussièrément libératoire, à la charge de l'entreprise de travaux.

L'AP-HP mettra à disposition du Titulaire les moyens d'accès (plates-formes, échafaudages...) permettant d'accéder aux secteurs à contrôler.

A l'issue de chaque examen visuel, le Titulaire établit son rapport d'examen visuel, sous la forme décrite dans la Norme XP X 46-021. Le titulaire du lot devra le jour de son intervention, fournir à la Maîtrise d'Ouvrage une attestation de contrôle visuel provisoire qui établira les conclusions de la visite. Ce document ne se substituera pas au contrôles visuel définitif. Cette attestation sera visée par le rédacteur et par le représentant de l'AP-HP à qui il est remis, chacun inscrivant de façon lisible ses noms et qualités

### **9.3. TRAVAUX D'ENCAPSULAGE**

Dans ce cas exceptionnel, l'examen visuel sera réalisé selon une méthodologie proposée par le Titulaire. La Norme XP X 46-021 peut servir de base de réflexion, en particulier pour les dispositions à caractère pratique et administratif.

## **ARTICLE 10. MISSION DE REPERAGE AVANT TRAVAUX SUR OUVRAGES DE GENIE CIVIL, INSTALLATIONS, STRUCTURES OU EQUIPEMENTS CONCOURANT A LA REALISATION, OU LA MISE EN ŒUVRE D'UNE ACTIVITE CARACTERISATION DES ENROBES BITUMINEUX AVANT TRAVAUX**

### **10.1. CARACTERISATION DES ENROBES BITUMINEUX DE CHAUSSEES**

D'une façon générale, le Titulaire devra se conformer

- Aux articles R 4412-97-1 à 6 du Code du Travail
- Aux recommandations du Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux édité par le Comité national « Routiers – Risques Professionnels » dans sa dernière mise à jour, la mise à jour du 20 novembre 2013 étant jointe au présent CCTP.
- A la norme NF X46-102 de Novembre 2020 « Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers - Mission et méthodologie »

L'article R 4412-97 du Code du travail oblige le donneur d'ordre, dans le cadre de l'évaluation des risques prévue aux articles L. 4121-3 et L. 4531-1, à joindre les dossiers techniques prévus aux articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-6 du code de la santé publique et R. 111-45 du code de la construction et de l'habitation aux documents de

CP-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		32 / 49



consultation des entreprises. Pour les opérations ne relevant pas des articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-6 du code de la santé publique et R. 111-45 du code de la construction et de l'habitation, le donneur d'ordre joint aux documents de consultation des entreprises tout document équivalent permettant le repérage des matériaux contenant de l'amiante, y compris ceux relevant de ses obligations au titre de l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Au vu des informations qui lui ont été données, l'entreprise missionnée pour les travaux réalise son évaluation des risques, conformément à l'article L. 4121-2.

Pour l'AP-HP, cette évaluation des risques impose l'établissement préalable d'un rapport de repérage amiante avant travaux. Dans le cas de la caractérisation des enrobés bitumineux doit également être recherchée la teneur en HAP du revêtement concerné. Cette recherche se limite à la zone de travaux et est adaptée à la nature des travaux envisagés.

## **10.2. MODALITES DE REPERAGE ET D'ANALYSE DES REVETEMENT BITUMINEUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE OU DES HAP EN FORTE TENEUR**

La mission à réaliser dans le cadre des articles 2.1.1, 2.2.2 et 3.1 du présent CCTP comprendra :

- Analyse des documents remis :
- Repérage sur plan des zones de travaux (PDF et DWG), des zones identifiées dans la documentation et des prélèvements déjà réalisés devant être effectués. Les emprises des différents enrobés rencontrés lors du diagnostic doivent être délimités sur les plans fournis.
- Détermination des éventuels échantillons à prélever et des analyses à réaliser
- Recueil des échantillons et détermination des analyses à effectuer (monocouche ou multicouche selon documentation et examen visuel)
- Analyse META en cas d'échantillonnage pour recherche d'amiante,
- Information sur les épaisseurs des couches d'enrobé bitumineux rencontrées et leurs caractérisations,
- Analyse pour recherche et détermination des teneurs en HAP des revêtements
- Analyse en cas d'échantillonnage pour recherche et détermination des teneurs en HAP des revêtements
- Rapport final reprenant l'intégralité des éléments ci-dessus et établissant la présence ou l'absence d'amiante, la présence significative ou l'absence de HAP, le cas échéant la teneur en HAP et la présence ou non de particules minérales allongées non caractérisées comme amiante et leur longueur estimée exprimées en microns

## **10.3. MISSION DE REPERAGE AVANT TRAVAUX SUR LES INSTALLATIONS, STRUCTURES OU EQUIPEMENTS AVANT TRAVAUX**

D'une façon générale, le Titulaire devra se conformer à :

- La norme NF X46-100 de Juillet 2019 « Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité - Mission et méthodologie »

L'AP-HP mettra les éléments à sa disposition (DOE, année de mise en service, plans, fiches signalétiques, marques), programme et des plans ou croquis des travaux ou des interventions prévues, les rapports de repérage amiante déjà réalisé, et les conditions d'accès de l'installations, structures ou équipements fabriqués avant 1997 concerné par des travaux ou une intervention.

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		33 / 49

A défaut d'éléments documentaires suffisant, l'AP-HP transmettra la fiche signalétique, photos et localisations afin que le présent titulaire réalise une recherche documentaire auprès des constructeurs / fabricants / base de données pour son rapport est établir, caractériser et estimer les quantités d'amiante. Cette recherche fait l'objet d'une prestation du BPU.

Lors de sa mission pour les équipements susceptibles de contenir de l'amiante le titulaire devra :

- Prendre connaissance des équipements (terminologie, emplacement, ...);
- Réaliser une inspection visuelle des installations, structures et équipements
- Recenser les composants concernés de l'Annexe A en accord avec le programme détaillé des travaux, pour chaque équipement ;
- Déterminer des composants de référence
- Déterminer et validation des ensembles de composants similaires (ECS)
- Recherche pour chaque composant et par une inspection visuelle, des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante ;
- Réaliser des sondages et prélèvements pour analyse des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante ;
- Enregistrer des données sur les composants et parties de composants repérés (nature, localisation, forme, aspect, etc.) et leur étendue (estimation des quantités);
- Localiser des composants et parties de composants similaires pour déterminer leur étendue.
- Réaliser un rapport de mission de repérage suivant la NF X 46-100 à l'issue du repérage réalisé.

Il sera également prévu une prestation de sondages, prélèvements et analyse sur les éléments rendu accessibles par une entreprise extérieure en sous-section 4 sur des installations, structures et équipements réputés à défauts amiantés (protocole d'intervention établis en conséquence). Dans ce cas le titulaire indiquera en amont à l'AP-HP les sondages qu'ils souhaitent réaliser conformément à la NF X 46-100 pour que ces éléments soit pris en compte par l'entreprise extérieur et que celle-ci prépare l'accès aux parties concernées par le sondage au titulaire. Le titulaire transmettra son rapport de mission de repérage suivant la NF X 46-100 et précisera les parties qui lui ont été accessibles.

Les installations, structures ou équipements comportant de l'amiante seront incorporé au DTA.

## **ARTICLE 11. MISSION DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION**

Le Code du Travail (article R4412-5) impose à l'employeur d'évaluer les risques d'exposition aux agents chimiques dangereux.

Afin d'évaluer le risque d'exposition au plomb, l'AP-HP a choisi de :

- Réaliser un diagnostic de présence de plomb préalablement à tous travaux sur les peintures et revêtements des bâtiments construits avant le 01/01/1949 ;
- Réaliser un diagnostic de présence de plomb sur les peintures et revêtements de bâtiments construits avant le 01/01/1949, préalablement à la démolition de ces immeubles ;
- Réaliser également un diagnostic de présence de plomb en cas de doute, dans les 2 cas mentionnés ci-dessus, mais pour les bâtiments construits après le 01/01/1949.

### **11.1. CADRE DE LA MISSION**

- a) **Dans le cadre d'une démolition**, la prestation sera effectuée pour l'ensemble immobilier concerné et dont les bâtiments seront désignés au bordereau de prix par des tranches de surfaces soit : les bâtiments (sous- sol, étages, combles, terrasses, ...), les annexes, les postes HT, les gaines et les machineries d'ascenseurs, les locaux à risques (chaufferie, groupes frigorifiques, groupes

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		34 / 49

électrogènes, ..), les communs des logements, les caves, les locaux occupés par du public (associations, commerces...).

- b) Dans le cadre de réalisation de travaux partiels** sur des bâtiments, la prestation sera uniquement effectuée sur les locaux situés en parties communes, désignés et définis préalablement par le donneur d'ordre, conformément à l'Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un Constat de Risque d'Exposition au Plomb. *(Soit dans le cas d'altération substantielle des revêtements susceptibles de produire des poussières ou des écailles de peintures lorsque les travaux comportent la création d'ouvertures, la modification, la rénovation, le remplacement d'une huisserie, ou si la surface cumulée des revêtements de mur ou de plafond susceptible d'être altéré représente au moins 20 m<sup>2</sup> ou si les travaux portent de manière sélective sur des plinthes, tuyauteries, radiateurs, rambardes, mains courantes, balustres, limons, crémaillères, marches et contremarches, si le cumul des longueurs des éléments peints sur lesquels sont prévus les travaux excède 25 mètres linéaires).*

## **11.2. MODALITES DE REPERAGE DES PEINTURES ET REVETEMENTS CONTENANT DU PLOMB**

Pour réaliser le repérage des revêtements contenant du plomb, le Titulaire devra se conformer à l'arrêté du 19 août 2011, à la Norme NF X46-035 de Juin 2021 « Repérage plomb - Recherche de plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction » et :

- Identifier les locaux et zones – qui correspondent généralement aux différentes faces du local ;
- Identifier les revêtements, au sens d'enduit mince recouvrant les éléments de construction. La recherche de canalisations en plomb, les revêtements de type carrelages ne font pas partie du CREP ; seront au minimum pris en considération pour chaque pièce les portes, fenêtres, encadrements des portes et fenêtres, murs, sols, plafonds, plinthes et éléments métalliques (soit chaque élément de construction de substrat différent) ;
- Identifier les unités de diagnostic, définies comme un ou plusieurs éléments de construction ayant a priori un même substrat et un même historique en matière de construction et de revêtement ; elles seront repérées de manière à faciliter la compréhension des supports, endroits et positions des peintures ou revêtements mesurés pour chaque local visité (exemple : sens des aiguilles d'une montre et numérotation des murs).

## **11.3. MESURES EN CONCENTRATION DE PLOMB**

Pour réaliser les mesures de concentration en plomb des peintures et revêtements contenant du plomb, le Titulaire devra se conformer à l'arrêté du 19 août 2011, et :

- Utiliser, selon la méthodologie préconisée par leurs fabricants, le ou les appareil(s) portables à fluorescence X capables d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb ;
- Effectuer le calibrage de l'appareil à fluorescence X à chaque début et fin d'inspection ;
- Définir et mettre en œuvre sa stratégie de mesurage par unité de diagnostic ;
- Réaliser les mesures par unité de diagnostic ;
- Décrire l'état de conservation des revêtements contenant du plomb par la nature des dégradations observées, en distinguant :
  - Les revêtements dont la concentration est inférieure au seuil de 1 mg/cm<sup>2</sup> (article 5 de l'arrêté).
  - Les revêtements dont la concentration est supérieure au seuil 1 mg/cm<sup>2</sup>, qui peuvent être qualifiés de non visible, non dégradé, état d'usage ou dégradé.
- Classer de 0 à 3 les unités de diagnostic en fonction de leur concentration en plomb et de la nature des dégradations, selon le tableau 1 du par. 10 de l'annexe 1 de l'arrêté.
- Récapituler l'ensemble des mesures dans un tableau pour chaque local, mentionnant pour chaque

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		35 / 49

mesure la zone, l'unité de diagnostic, la nature du substrat, la nature du revêtement apparent, la localisation, la mesure effectuée – ou la raison si elle ne l'a pas été, la nature de la dégradation, l'état de conservation du revêtement (classement), la conclusion de la mesure et les observations ;

- Localiser sur les plans fournis par le Référent de mission ou sur croquis synoptiques (en l'absence de plans), les différents revêtements présentant du plomb, en distinguant ceux qui dépassent le seuil réglementaire des 1 mg/cm<sup>2</sup> (par ordre décroissant : plan de masse, plan du niveau, plan du local, photographie du revêtement contenant du plomb).

Lorsque le Titulaire repérera des revêtements dégradés et qu'il estimera ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements, il pourra effectuer un prélèvement qui sera analysé en laboratoire. Dans ce cas,

- Le Titulaire prélèvera l'ensemble des couches jusqu'à la plus profonde, évitera le prélèvement de corps ou substrat étrangers, et prendra les précautions pour éviter la dissémination de poussières ;
- La recherche en laboratoire de plomb acido-soluble sera réalisée selon la norme NF X 46-031 d'avril 2008 « analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb » ;
- Le Titulaire décrira l'état de conservation des revêtements et classera les unités de diagnostic comme pour une mesure par fluorescence, avec un seuil fixé par l'article 5 de l'arrêté à 1,5 mg/g (concentration massique en plomb acido-soluble).

#### **11.4. RAPPORT ET CONCLUSION DE LA MISSION**

Le Titulaire devra rédiger un rapport par unité de bâtiment conforme au paragraphe. 11 de l'annexe 1 de l'arrêté du 19 août 2011 et à la Norme NF X46-035 de Juin 2021 « Repérage plomb - Recherche de plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction »

Ce rapport comprendra les éléments suivants :

- Sur la page de garde :
  - L'identification et les coordonnées du propriétaire et du commanditaire de la mission;
  - Le nom et l'adresse de l'organisme chargé de la mission ;
  - L'intitulé et l'adresse du bâtiment concerné ;
  - L'objet du rapport, les circonstances et le champ de la mission;
  - L'état d'occupation du bien ;
  - La date de visite du repérage ;
  - La date d'établissement du rapport ;
  - Le nom du contrôleur technique ou du technicien de la construction ainsi que sa signature ;
  - Les références du contrat d'assurance de l'auteur du constat ;
  - Le modèle d'appareil à fluorescence X utilisé ;
  - La conclusion sur les pourcentages de classement des unités de diagnostic.
- Sur les pages suivantes :
  - Le sommaire du document avec les pièces annexes ;
  - La synthèse du diagnostic plomb avec l'indication des conclusions précises, argumentées et sans ambiguïtés ;
  - La liste des locaux visités et non visités avec la justification ;
  - L'identification des zones de chaque local ;
  - Pour chaque local, un tableau récapitulatif des résultats sera réalisé et devra être illustré par des plans et croquis de localisation des unités de diagnostic, décrits dans ce même paragraphe ;
  - Le tableau récapitulatif doit notamment comprendre un numéro de mesure ou d'analyse unique, l'unité de repérage, le local, la zone, le substrat, le revêtement, la valeur de la concentration et son incertitude.
  - Les éventuels commentaires ;

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		36 / 49

- Les constatations diverses et devoirs de conseil ;
- Les attestations de compétences et d'assurance.

Le Titulaire joindra à ce rapport la notice d'information à l'attention des vendeurs, acheteurs et locataires de logements. Elle est rendue obligatoire par l'article L 1334-5 du Code de la santé publique, et prend la forme du modèle figurant en annexe 2 de l'arrêté du 19 août 2011.

## **ARTICLE 12. MISSION DE CONTROLE DES TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB**

### **12.1. CADRE DE LA MISSION**

L'article L 1334-3 du Code de la Santé Publique dispose que lorsque des travaux d'urgence sont effectués dans un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, comportant des revêtements dégradés et habité ou fréquenté régulièrement par un mineur en application de l'article L 1334-2, un contrôle après travaux doit être effectué pour vérifier que le risque d'exposition au plomb est supprimé.

Par extension, l'AP-HP pourra demander au Titulaire cette mission sur tous types d'immeubles à l'issue de travaux de traitement du risque d'exposition au plomb.

Conformément à l'article R 1334-8 du Code de la Santé Publique, les modalités de ce contrôle font l'objet de l'arrêté du 12 mai 2009, relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L 1334-2 du Code de la Santé Publique.

### **12.2. MODALITES DE L'INSPECTION**

L'inspection permettra de vérifier :

- La réalisation effective des travaux prescrits;
- L'absence de débris ou de poussières de peinture visibles.

### **12.3. MESURES DE CONCENTRATION EN PLOMB DANS LES POUSSIÈRES PRESENTES SUR LE SOL**

Afin de vérifier le niveau de contamination des locaux, le Titulaire procédera à une analyse des poussières prélevées sur le sol.

Un échantillon de poussière sera prélevé dans chaque local, au moins une heure après le nettoyage des surfaces à l'issue des travaux. Il sera effectué à l'aide d'une lingette humidifiée sur une surface de 0,1 m<sup>2</sup> balayée au moins deux fois dont la seconde perpendiculaire à la première. Ce prélèvement sera ensuite placé dans un flacon hermétique et étiqueté, pour être analysé.

Le plomb des échantillons sera dosé selon les prescriptions de la norme NF X 46-032 d'avril 2008 « Diagnostic plomb- méthodologie de mesure de plomb dans les poussières au sol », ou de tout autre méthode présentant un niveau équivalent de représentativité et de fiabilité des résultats.

Tant que la concentration surfacique des poussières au sol sera supérieure à 1mg/m<sup>2</sup> pour l'un des échantillons

<b>C1 - Interne</b>	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		37 / 49

prélevés, le Référent de mission sera amené à faire procéder à de nouveaux prélèvements par le Titulaire, après un nouveau nettoyage minutieux des locaux traités.

#### Rapport de mission

Le Titulaire devra rédiger un rapport par unité de bâtiment, qui comprendra les éléments suivants :

- Sur la page de garde :
  - L'identification et les coordonnées du propriétaire et du commanditaire de la mission;
  - Le nom et l'adresse de l'organisme chargé de la mission ;
  - L'intitulé et l'adresse du bâtiment concerné ;
  - L'objet du rapport, les circonstances et le champ de la mission;
  - L'état d'occupation du bien ;
  - La date de l'inspection et des prélèvements;
  - La date d'établissement du rapport ;
  - Le nom du contrôleur technique ou du technicien de la construction ainsi que sa signature ;
  - Les références du contrat d'assurance de l'auteur du constat...
- Sur les pages suivantes :
  - Le sommaire du document avec les pièces annexes ;
  - La synthèse de l'inspection et des prélèvements, avec l'indication des conclusions précises, argumentées et sans ambiguïtés ;
  - La liste des locaux;
  - Pour chaque local, le tableau récapitulatif des résultats de l'inspection et des mesures de concentration;
  - Les plans et croquis de localisation de l'inspection et des mesures ;
  - Les éventuels commentaires ;
  - Les constatations diverses et devoirs de conseil ;
  - Les attestations de compétences et d'assurance.

#### **ARTICLE 13. MISSION DE CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB**

Le Code de la Santé Publique prescrit l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) dans les situations suivantes:

- Vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation construit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949 (article L 1334-6) ;
- Contrat de location dans un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, en tout ou partie à l'habitation construit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949 (article L 1334-7, parties privatives uniquement) ;
- Parties à usage commun d'un immeuble collectif affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949 (article L 1334-8).

Les CREP sont définis par l'article L 1334-5 comme présentant un repérage des revêtements contenant du plomb et, le cas échéant, dressant un relevé sommaire des facteurs de dégradation du bâti.

Ils sont réalisés conformément aux articles R 1334-10 à 12 du Code de la Santé publique, et à l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) et précisons en en-tête la désignation exacte des locaux visés conformément aux indications du représentant de l'AP-HP.

L'AP-HP pourra confier cette mission au Titulaire autant que de besoin.

#### **ARTICLE 14. MISSION D'ETAT D'UN BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES OU DE MERULE**

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		38 / 49

#### 14.1. CADRE DE LA MISSION

En application de l'article R. 133-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, le Maire peut par notification ordonner au propriétaire d'un immeuble bâti ou non bâti, d'effectuer un état de bâtiment relatif à la présence de termites.

Cet état est également exigé lors de la vente d'un immeuble dans les conditions de l'article L 133-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

**De plus, il peut être recherché la présence de mérule ou autres champignons lignivores**

#### 14.2. MODALITES D'INSPECTION

Conformément à l'arrêté du 29 mars 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites modifié par arrêté du 7 mars 2012, **et par assimilation pour ce qui concerne la mérule**, le Titulaire devra :

- Examiner l'ensemble des niveaux et la totalité des pièces et volumes ;
- Procéder à un examen visuel minutieux de l'ensemble des éléments et ouvrages constituant le bâtiment ;
- Procéder à des sondages sur les ouvrages bois.

Ces prestations seront réalisées conformément à la norme NF P 03-201 de mars 2012 « Diagnostic technique – Etat du bâtiment relatif à la présence de termites », ou de tout autre méthode présentant un niveau équivalent de représentativité et de fiabilité des résultats.

#### 14.3. RAPPORT DE MISSION

Le Titulaire devra rédiger un rapport de mission par bâtiment conforme au modèle de l'annexe 1 de l'arrêté du 29 mars 2007 modifié.

Ce rapport comprendra les éléments suivants :

- Sur la page de garde :
  - L'identification et les coordonnées du propriétaire et du commanditaire de la mission;
  - La raison sociale, le nom et l'adresse de l'organisme chargé de la mission ;
  - L'intitulé et l'adresse du bâtiment concerné ;
  - L'objet du rapport, les circonstances et le champ de la mission;
  - La date de l'inspection;
  - La date d'établissement du rapport ;
  - Le nom du contrôleur technique ou du technicien de la construction ainsi que sa signature ;
  - Les références du contrat d'assurance de la prestation.
- Sur les pages suivantes :
  - Le sommaire du document avec les pièces annexes ;
  - La synthèse de l'inspection avec l'indication des conclusions précises, argumentées et sans ambiguïtés
  - L'identification des bâtiments et parties de bâtiments n'ayant pu être visités, avec la justification ;
  - L'identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments n'ayant pu être visités, avec la justification ;
  - Les moyens d'investigation utilisés ;
  - La liste des éléments examinés par niveaux, avec conclusion de l'inspection détaillant l'ensemble des unités dégradées ;

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		39 / 49

- La cartographie de ces constats sur plans (s'ils ont été fournis par la Personne Publique) ou sur croquis synoptiques (en l'absence de plans), avec les différentes traces, présences et dégradations liées aux termites **ou aux mérules** (par ordre décroissant : plan de masse, plan du niveau, plan du local, photographie désordre constaté) ;
- Les constatations diverses et devoirs de conseil ;
- Les attestations de compétences et d'assurance.

## ARTICLE 15. AUTRES MISSIONS DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER

**Dans les conditions identiques à celles décrites aux articles précédents pourront être réalisés des diagnostics immobiliers complets**

**Devront être annexés à chaque diagnostic remis à l'AP-HP :**

- La copie de **l'attestation de souscription d'une assurance** en cours de validité permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité civile professionnelle en raison de ses interventions, conforme aux articles L.271-6 et R.271-2 du code de la construction et de l'habitation ;
- **L'attestation de certification de compétence** du diagnostiqueur en cours de validité pour le diagnostic concerné établie par un organisme accrédité par le COFRAC, conforme aux articles L.271-6 et R.271-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- **L'attestation garantissant que le diagnostiqueur n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance**, ni avec le propriétaire ou son mandataire (notamment agent immobilier ou notaire), ni avec toute entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il leur est demandé l'un ou l'autre des diagnostics, conforme aux articles L.271-6 et R.271-1 du code de la construction et de l'habitation

### 15.1. **DIAGNOSTIC IMMOBILIER OBLIGATOIRE AVANT VENTE**

#### **Biens concernés :**

Appartements, lots de copropriété divers, murs de commerces, maisons, terrains, anciens sites hospitalier ou bâtiments hospitaliers, bâtiments divers, locaux ou galeries techniques etc.

#### **Localisation :**

Principalement en Ile-de-France mais également sur l'ensemble du territoire français.

Il pourra être demandé au titulaire de réaliser les diagnostics suivants en fonction des caractéristiques, de la destination, de l'époque de construction des biens concernés et selon la **réglementation en vigueur** :

- h) **Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)**
  - Locaux d'habitation le permis de construire a été délivré avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949
- i) **L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante**
  - Tout immeuble bâti dont le permis de construire a été délivré avant le 1<sup>er</sup> juillet 1997. Si des prélèvements s'avéraient nécessaires conformément à la réglementation en vigueur au jour de la réalisation desdits diagnostics, il appartiendra au titulaire du marché de les réaliser. Ces prélèvements seront facturés conformément au BPU.
- j) **L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment**
  - Biens situés dans les zones déclarées par un arrêté comme étant infestée par les termites (ou

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		40 / 49



susceptible de l'être à court terme).

k) **L'état de l'installation intérieure de gaz**

- Les logements concernés sont ceux dont l'installation du gaz a plus de 15 ans ou dont le dernier certificat de conformité date de plus de 15 ans.

l) **Le diagnostic de performance énergétique (DPE)**

m) **L'état de l'installation intérieure d'électricité**

- Installations électriques de plus de 15 ans.

n) **L'information sur la présence d'un risque de mэрule**

- Biens situés dans les zones déclarées par un arrêté comme devant faire l'objet d'un diagnostic mэрules.

o) **le diagnostic immobilier relatif au bruit**

- Biens situés pour les une zone faisant l'objet d'un PEB (Plan d'exposition au bruit) suivant art. L. 112-3 du code de l'urbanisme et le modèle état des nuisances sonores aériennes.

## 15.2. **DIAGNOSTIC IMMOBILIER OBLIGATOIRE AVANT LOCATION OU MISE A DISPOSITION**

Ce diagnostic comprend :

- Le Diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du code de la construction et de l'habitation pour tout bâtiment ou partie de bâtiment clos et couvert, quel que soit son usage (résidentiel ou non).
- Le Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) avant-vente, cession ou mise en location d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble construit avant le 01/01/1949 dans les parties privatives des locaux à usage d'habitations concernés par l'établissement d'un nouveau bail ou modification de bail locatif.
- Un état mentionnant l'absence ou, le cas échéant, la présence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante.;
- L'Etat de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du code de la construction et de l'habitation pour tout immeuble à usage d'habitation comportant une installation intérieure de gaz réalisée depuis plus de 15 ans ; l'état est réalisé dans les parties privatives des locaux à usage d'habitation et leurs dépendances.
- L'Etat de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 code de la construction et de l'habitation pour tout immeuble à usage d'habitation comportant une installation intérieure d'électricité réalisée depuis plus de 15 ans ; l'état est réalisé dans les parties privatives des locaux à usage d'habitation et leurs dépendances. Il concerne l'installation située en aval de l'appareil général de commande et de protection propre à chaque logement jusqu'aux bornes d'alimentation ou jusqu'aux socles des prises de courant.

## 15.3. **DIAGNOSTIC TECHNIQUE GLOBAL DE COPROPRIETE**

Textes de référence :

- Articles L.731-1 à L.731-5 du code de la construction et le de l'habitation ;
- Décret n° 2016-1965 du 28 décembre 2016 relatif aux modalités de réalisation du diagnostic technique global.

Le diagnostic technique global (DTG) comporte :

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		41 / 49

- Une analyse de l'état apparent des parties communes et des équipements communs,
- Un état de la situation du syndicat des copropriétaires au regard de ses obligations légales et réglementaires,
- Une analyse des améliorations possibles concernant la gestion technique et patrimoniale de l'immeuble (état de l'immeuble),
- Un diagnostic de performance énergétique de l'immeuble ou un audit énergétique,
- Une évaluation sommaire du coût ainsi que la liste des travaux nécessaires à la conservation de l'immeuble (notamment sur les 10 prochaines années).

## **ARTICLE 16. CONDITIONS COMMUNES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **16.1. CONDITIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE**

Au démarrage du contrat, et au plus tard sous un mois, le Titulaire remettra au Référent du site, l'organigramme fonctionnel et nominatif de l'ensemble de son personnel impliqué dans le marché.

La stabilité et l'expérience des agents du Titulaire doivent garantir la qualité de la prestation.

**Avant chaque opération, le Titulaire justifiera de la certification ou de la qualification des personnes chargées du repérage ou des mesures.**

### **16.2. DOCUMENTS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE**

#### **16.2.1. PRESTATIONS NECESSITANT UN DEVIS PREALABLE**

Une demande de devis sera établie par le représentant de l'AP-HP sur la base du modèle joint en annexe, afin de déterminer précisément et en particulier :

- Le représentant de l'AP-HP pour la mission concernée (« représentant de mission »)
- La date de remise de devis (au plus 10 jours ouvrables à réception de demande)
- La délimitation, géographique et technique de la mission
- Les délais de réalisation et le cadre dans lequel elle se déroule.

#### **16.2.2. PRESTATIONS NE NECESSITANT PAS UN DEVIS PREALABLE**

En cas de commande sans devis préalable, celle-ci doit déterminer précisément le contenu de la mission en référence au présent CCTP, au BPU et, le cas échéant aux documents fournis par le titulaire.

#### **16.2.3. ENSEMBLE DES PRESTATIONS**

Suite à la notification du Bon de Commande, le Référent de mission remettra au Titulaire avant tout début d'intervention l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation de sa mission, dont, pour les opérations de travaux :

- Amiante - mission de repérage avant travaux ou démolition :
  - Plans (format papier) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;
  - Plans au format informatique (Autocad) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		42 / 49

- Tableau des surfaces hors œuvre net (SHON) ou à défaut des surfaces utiles ou habitables ;
  - Dossier Technique Amiante ;
  - Rapports de repérages antérieurs, s'ils existent ;
  - Documents où figurent l'emprise et la nature des travaux à réaliser
  - Eléments nécessaires à l'accès aux différentes parties du bâtiment en toute sécurité
- Amiante - mission d'examen visuel après travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante :
    - Dossier technique amiante à jour du ou des bâtiments concernés par la mission ;
    - Plan de retrait (avec, le cas échéant, l'ensemble des additifs) réalisé par l'entreprise de travaux ;
    - Documents d'autocontrôles de l'entreprise de travaux ;
    - Compte-rendu des mesures d'empoussièrement réalisés par l'entreprise pendant les travaux.
- Enrobés bitumineux, terrains, installations ou équipements concourant à l'exercice d'une activité
    - Tous documents tels que DIUO, DOE, Attestations d'autocontrôle ou cde conformité relatifs aux enrobés visés
    - Plans (format papier) des voies et des immeubles, s'ils existent ;
    - Plans au format informatique (de type dwg si le fichier source a été fourni par l'APHP, à défaut de type pdf) des voies et des immeubles, s'ils existent
    - Dossier Technique Amiante ;
    - Rapports de repérages antérieurs, s'ils existent ;
    - Documents où figurent l'emprise et la nature des travaux à réaliser
    - Eléments nécessaires à l'accès aux différentes parties du bâtiment en toute sécurité
    - Documentations techniques relatives aux installations ou équipements s'ils existent
    - Actes d'acquisition pour les terrains
- Plomb - mission de diagnostic avant travaux ou démolition :
    - Plans (format papier) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;
    - Plans au format informatique (Autocad) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;
    - Tableau des surfaces hors œuvre net (SHON) ou à défaut des surfaces utiles ou habitables ;
    - Année de construction de l'immeuble, si elle est connue ;
    - Emprise des travaux à exécuter
- Plomb - mission de contrôle de travaux en présence de plomb :
    - Plans (format papier) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;
    - Plans au format informatique (Autocad) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;
    - Rapports de repérages antérieurs, s'ils existent ;
    - Localisation et descriptif des travaux exécutés.
    -
- Plomb – constat de risque d'exposition au plomb :
    - Plans (format papier) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;
    - Plans au format informatique (Autocad) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;
    - Rapports de repérages antérieurs, s'ils existent ;
    - Localisation et descriptif des travaux exécutés.
- Termites, Mérules - mission d'état relatif à la présence de termites, avant-vente ou cession, ou sur arrêté municipal :
    - Plans (format papier) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;
    - Plans au format informatique (Autocad) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		43 / 49

- Tableau des surfaces hors œuvre net (SHON) ou à défaut des surfaces utiles ou habitables ;
- Références cadastrales des immeubles concernés.

. Autres missions de diagnostics techniques immobiliers :

- Plans (format papier) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;
- Plans au format informatique (Autocad) des immeubles, niveau par niveau, s'ils existent ;
- **Tableau des surfaces Surface De Planchers Construits (art. R 111-22 du code de l'urbanisme)** ou à défaut des surfaces utiles ou habitables ;
- Références cadastrales des immeubles concernés.
- Schémas et plans des installations techniques concernées (électricité, gaz, chauffage) s'ils existent

Il appartiendra au Titulaire de prendre l'initiative de solliciter auprès du Référent de mission tout document ou donnée nécessaire à l'exercice de sa mission dans le délai imparti pour l'exécution des tâches, qui ne lui aurait pas été fourni.

### **16.3. MESURES DE PROTECTION DES SALARIES**

#### **16.3.1. PLAN DE PREVENTION**

Un plan de prévention sera établi pour l'ensemble du marché et selon le modèle fourni par l'AP-HP, qui devra être mis à jour en cas d'avenant et dès lors qu'un risque nouveau est identifié pour l'exécution des missions commandées. Dans le cas d'un chantier justifiant l'intervention d'un coordinateur santé et protection de la santé, le plan de prévention sera intégré comme plan particulier dans le Plan Général de Coordination se Sécurité et Protection de la Santé.

#### **16.3.2. MODES OPERATOIRES RELATIFS AU RISQUE AMIANTE**

La note méthodologique fournie par le titulaire comportera les modes opératoires des principales interventions de prélèvements et respecteront, en particulier pour ce qui concerne l'amiante, les dispositions réglementaires et normatives en vigueur. Les modes opératoires mis en œuvre et leurs chantiers tests réglementaires seront transmis chaque année aux référents amiantes de l'AP-HP du lot concerné.

Pour les prélèvements en situation particulière, un nouveau mode opératoire sera soumis par le titulaire, en particulier :

- Recherche en toiture
- Recherche en égouts ou locaux insalubres

#### **16.3.3. MESURES DE PROTECTION INDIVIDUELLES**

Conformément au code du travail, le titulaire (employeur) doit fournir les équipements de protections individuelles à ses employés en adéquation avec les risques, niveaux d'empoussièrelements et modes opératoires mis en place. Il appartient donc au titulaire du marché de prendre en compte cette obligation réglementaire et de fournir au site les éléments qu'il va mettre en place dans son mode opératoire.

#### **16.3.4. MESURES DE PROTECTION COLLECTIVES**

Conformément au code du travail, le titulaire (employeur) doit mettre en place les équipements de protections collectives (si nécessaire) en adéquation avec les risques, niveaux d'empoussièrelements et modes opératoires mis en place. Il appartient donc au titulaire du marché de prendre en compte cette obligation réglementaire et de fournir au site les éléments qu'il va mettre en place dans son mode opératoire. De plus, l'ensemble des intervenants de l'entreprise seront formés aux risques inhérents aux missions, par celle-ci ou un organisme compétent. Le titulaire fournira au début de son marché les attestations de formation.

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		44 / 49

#### **16.4. CONDITIONS MATERIELLES D'INTERVENTION SUR LE SITE**

##### **a) Logistique et moyens à la charge du Titulaire**

Le Titulaire aura la charge de :

- La fourniture, le nettoyage et l'entretien des tenues de travail et équipements de protection collective (EPC) et individuelle (EPI) de son personnel ;
- La fourniture, la mise à pied d'œuvre, l'entretien et l'étalonnage du petit outillage manuel et des appareils de mesure nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- La fourniture, la mise à pied d'œuvre et l'installation des escabeaux et échelles portatives pour accès aux éléments (interventions de faible durée et non répétitives selon les dispositions réglementaires en vigueur).

Dans certains cas, le Titulaire mettra en place, après accord du Référent de mission, des moyens techniques spécifiques d'accès tels que nacelle ou échafaudage afin de mener à bien sa mission.

Les coûts unitaires de ces moyens sont définis dans le bordereau de prix.

##### **b) Autorisation d'intervention ; accès aux installations ; accompagnement du Titulaire**

D'une façon générale, le Référent de mission donnera ou facilitera l'accès aux locaux et bâtiments concernés par la mission, et s'assurera que le Titulaire puisse effectuer les prélèvements, sondages et mesures nécessaires à l'accomplissement de chaque mission. Le titulaire devra systématiquement indiquer en amont le planning d'intervention au référent de mission et se signaler à son arrivé sur site suivant la procédure générale définit en début de marchés pour chacun des sites du lot, et suivant la procédure spécifique prévue avec le référent de missions.

Certains locaux ne seront accessibles que sur rendez-vous. La traversée ou les interventions en zones sensibles ou à forte occupation (consultations externes, blocs opératoires, réanimation, ...) seront soumises à autorisation du Référent de mission. Le personnel du Titulaire sera tenu de revêtir, dans les locaux le nécessitant, des vêtements spéciaux fournis par l'établissement en suivant les instructions données par le personnel du service hospitalier.

L'accès aux installations étant contrôlé, le Référent de mission remettra au personnel du Titulaire les clés et les badges permettant l'accès aux ouvrages pour lesquels le Titulaire est missionné.

Pour limiter le risque d'intrusion ou de vols, le personnel du Titulaire s'assurera de la fermeture des locaux après intervention, y compris les locaux techniques. Il en remettra les clés et les badges au Référent de mission, faute de quoi le remplacement des dits badges ou clefs, voire des serrures, lui sera facturé. Il veillera à éteindre l'éclairage électrique.

Le personnel du Titulaire aura la charge des démontages et remontages simples (par petit outillage manuel) des ouvrages donnant accès aux installations dont il assurera le repérage, le diagnostic ou le contrôle, tels que les trappes, faux-plafond démontable, coffrage menuisé, couvercles, coffres....

L'établissement détachera un agent pour accompagner le personnel du Titulaire. Cet agent :

- Aura connaissance des lieux concernés par la mission et des éventuelles procédures particulières à mettre en œuvre dans certains locaux ;
- Fera part de ces connaissances au personnel du Titulaire in situ ;
- Assurera le contrôle des conditions de sécurité des interventions du Titulaire, pour ce qui concerne les risques de coactivité avec l'exploitation du site

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		45 / 49

c) Délais

Les délais de remise de devis figureront dans les demandes de devis et n'excéderont pas 10 jours.

Dans la demande de devis, figureront les informations suivantes :

- Objet de la demande de devis : à décrire selon les modalités indiquées dans le présent CCTP pour chaque prestation ;
- Date limite de réception de la remise du devis ;
- Date limite de proposition d'une date d'intervention.

Les délais de réalisation figureront dans les commandes. La mise en œuvre de prestations dans l'urgence se fera aux conditions définies dans le BPU. On distinguera 2 cas :

C1 : levée de doute en cas de suspicion de danger imminent (suspicion de présence d'amiante ou de plomb)

La levée de doute par mesure d'empoussièrement au sens des articles 7 et 11.3 du présent CCTP devra être effectué dans la journée même ou dans les 24 heures suivantes pour tout appel émis par le représentant de l'AP-HP entre 8 heures et 17 heures du lundi au vendredi (hors fériés) confirmé par message électronique. Dans ce cas, un rapport provisoire sera remis sur place, le rapport définitif devant parvenir dans les 48h ouvrables.

C2 : Intervention urgente hors suspicion de danger imminent

En cas d'urgence motivée, l'intervention demandée devra être réalisée sous 48h, les prix des interventions sous 48h étant identifiés au BPU

**Pour ce qui concerne les diagnostics avant-vente hors sites complexes (appartements etc...), les rapports devront être remis, dans un délai maximal de 10 jours à compter de l'émission du bon de commande et de la mise à disposition des clés au titulaire. S'agissant des sites complexes, le délai de remise des rapports sera précisé au moment de la commande et ne pourra excéder 30 jours à compter de la remise des clés et du bon de commande (hors motifs légitimes et justifiés d'interruption de chantier).**

d) Remise en état des locaux, ouvrages et installations

D'une façon générale, le personnel du Titulaire maintiendra en parfait état de propreté les locaux et ouvrages où il sera amené à intervenir.

Il veillera à ne pas dégrader les locaux lors des interventions ne nécessitant pas de sondages destructifs.

Le Titulaire mettra en place, en concertation avec le Référént de marché, une procédure de remise en état des locaux.

e) Réalisation d'opération de repérages en horaire décalées

Certains locaux étant exploités 24h/24 7j/7 ou présentant une forte co-activité avec le public et/ou le personnel, il pourra être demandé de réaliser les prestations des repérages de prélèvements sur site en horaires décalées de nuit entre 22h et 6h et/ou le dimanche. **Cette prestation fait l'objet d'une facturation au coût horaire en plus-value des prestations de repérages qui seront demandées à réaliser en horaires décalées. Les durées de ces prestations devront être indiquées dans le devis transmis.**

**16.5. INFORMATION DU REFERENT DE MISSION PAR LE TITULAIRE**

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		46 / 49

Au cas où il ne serait pas possible de pénétrer dans les locaux durant la période d'intervention, le personnel du Titulaire en avertira immédiatement le Référent de mission.

Il procédera de même en cas de besoin de modification ou complément de sa mission. L'exécution de la prestation sera soumise à l'accord préalable du Référent de mission.

**En cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens de quelque nature que ce soit, l'agent du Titulaire avertira immédiatement le Référent de mission.**

## **16.6. LIVRAISON DES RAPPORTS ET DOCUMENTS**

### **16.6.1. RAPPORTS ET CONSTATS**

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. **Ce délai figure dans l'annexe au présent CCTP relative aux délais d'exécutions des prestations. Ces délais sont réputés être des délais maximums : le titulaire est tenu de respecter ces délais sous peine de se voir appliquer une pénalité de retard (cf. Article 13.1 du CCAP).**

Les conclusions des rapports seront formulées clairement et sans ambiguïtés et en français en conformité aux exigences de la NFX 46-020. Les rapports devront inclure toutes les documentations et informations nécessaires à l'interprétation des résultats du repérage ou mesurage par des personnes dont les connaissances et compétences ne relèvent pas spécifiquement des sujets de diagnostics de contaminations.

Avant la remise des documents de fin de mission, le Titulaire devra :

- présenter une synthèse des missions effectuées permettant la validation des locaux visités et des locaux non visités ;
- présenter un exemplaire de rapport de repérage ou de mesurage lors d'une réunion de validation des rapports de contaminations.

Après validation du contenu des rapports de repérage, de contrôle ou de mesurage, les rapports de missions seront remis aux référents de mission sous les formes suivantes :

- format papier en 2 exemplaires dont 1 exemplaire reproductible ;
- format informatique en 1 exemplaire au moyen de fichiers (« PDF » pour les rapports (textes), « Autocad » pour les plans modifiés fournis par le référent de mission)
- les plans doivent être produits en format PDF et Autocad pour intégration dans les bases de données de l'AP-HP, selon charte graphique AP-HP jointe en annexe
- Les repérages sur plans des zones de repérage et zones de présence, d'enlèvement, de recouvrement ou d'encapsulage de produits polluants se feront d'une part par couleurs, d'autre part, pour permettre une reproduction en noir et blanc, à l'aide de hachurages ou remplissage préservant la lisibilité ultérieure.

**Pour ce qui concerne les diagnostics avant-vente hors sites complexes (appartements etc...), les rapports devront être remis, dans un délai maximal de 10 jours à compter de l'émission du bon de commande et de la mise à disposition des clés au titulaire. S'agissant des sites complexes, le délai de remise des rapports sera précisé au moment de la commande et ne pourra excéder 30 jours à compter de la remise des clés et du bon de commande (hors motifs légitimes et justifiés d'interruption de chantier).**

**Ces supports seront remis privilégiement par voie électronique, ou à la demande de l'AP par une remise via bordereau de remise et LAR.**

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		47 / 49

Ils devront être disponible sur une plateforme extranet pendant la totalité de la durée du marché et dans l'année qui suit sa clôture

#### **16.6.2. DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE & TABLEAU DE BORD AMIANTE AP-HP**

Pour ce qui concerne la mise à jour des Dossiers Techniques Amiante et la saisie des données correspondantes, le titulaire devra renseigner intégralement et deux fois par an, **pour chaque site et** sur la base de documents qui lui sont fournis à l'issu des travaux de désamiantage, encapsulage ou recouvrement,

- d'une part le DTA proprement dit, sous forme informatique et papier,
- D'autre part les Tableaux de bord Amiante de l'AP-HP sous format Excel, dans lequel doivent être reportées l'ensemble des données de mise à jour des dossiers techniques amiante, y compris quantités d'amiantes estimées dans des listes A et B en surface projeté ou mètre linéaire et surfaces désamiantées et volumes de déchets envoyés à inertage ou en installation de stockage.

#### **16.6.3. FICHES RECAPITULATIVES**

Les fiches récapitulatives définies au CCAP devront obligatoirement être transmise en format PDF et en format Excel pour intégration dans les bases de données de l'AP-HP

#### **16.6.4. SAISIE DE DONNEES DANS LE LOGICIEL AMIANTE 360 (SOGELINK) ET AUTRES LOGICIELS AFIN DE PRIVILEGIER LE TRAVAIL COLLABORATIF ET LA DEMATERIALISATION DES ECHANGES, ET L'ACCESSIBILITE GRATUITE DE LA SOLUTION (ACCES SECURISE ET RESTREINT) AUX DIAGNOSTIQUEURS DE REPERAGES AFIN QU'ILS PUISSENT RENSEIGNER DIRECTEMENT LES RESULTATS DE LEURS REPERAGES.**

Certains GHU se sont dotés d'une solution numérique web de gestion des diagnostics amiante. Le GHU concerné pourra demander pour ses sites l'alimentation de cet outil par le titulaire et à ce que le titulaire transmette directement ses différents livrables via le logiciel choisi par le GHU. Au début de l'exécution du marché ou lors du déploiement d'un nouveau logiciel, le GHU transmettra les données et informations nécessaire à l'accès à la plateforme concernée.

Cette prestation fera l'objet d'un prix forfaitaire global sur l'ensemble de la période du marché (reconduction incluse) au démarrage du marché ou lors de l'activation par le GHU acquérant ce logiciel. Tous le prix les prestations de saisie de données dans amiantes 360 seront réputé incluse à l'ensemble des BPU, dont la réalisation d'un DTA, vérification des états de conservations ou d'un RAAT, RAAD, diagnostic avant-vente, quantités.

Certains GHU ont retenu le logiciel Amiante 360 (SOGELINK), mais d'autres solutions peuvent être proposées. Le cas échéant, le GHU indiquera le logiciel retenu, et cette prestation fera l'objet d'une facture au coût forfaitaire pour les DTA et pour les DAAT ou DAAD pour l'intégration des données dématérialisés via le logiciel retenu par le GHU sur la durée du marché.

**La prestation de saisie via l'outil dématérialisé n'exonère pas le titulaire de mettre à jour le tableau de bord amiante de l'AP-HP (onglets « inventaire »).**

En cas de problème lors de la saisie, les diagnostiqueurs contacteront directement l'assistance de l'éditeur pour régler leurs différentes problématiques.

#### **16.7. REUNION ANNUELLE DE BILAN DES MISSIONS**

C1-Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		48 / 49



Le Référent de marché organisera avec le Titulaire une réunion annuelle de bilan de ses missions. L'ordre du jour de cette réunion portera sur l'examen et l'analyse :

- du bilan d'activités du Titulaire, dûment rédigé par ses soins et envoyé au Référent de mission au moins 15 jours avant la réunion ; ce bilan comportera un récapitulatif par site des quantités commandées par article du bordereau de prix unitaires.
- Un récapitulatif des quantités d'amiantes estimées dans des listes A et B en surface projeté ou mètre linéaire.
- des problèmes rencontrés et des incidents survenus ;
- des actions entreprises, et des actions à entreprendre ;
- des évolutions réglementaires.

Le bilan d'activités sera remis en deux exemplaires papiers au Référent de site, et sous forme numérisée (une clef USB). A cette occasion, le tableau de bord amiante annuel de l'AP-HP (onglets « inventaire ») sera mis à jour par le Titulaire.

Le Titulaire établira un compte-rendu de cette réunion au plus tard huit jours après sa date, et le diffusera après approbation du Référent de marché.

En cas de mauvaise exécution avérée des prestations, des réunions supplémentaires pourront être organisées, sans donner lieu à un supplément de prix.

L'analyse des évolutions réglementaires au cours de la réunion annuelle de bilan des missions ne dispense pas le Titulaire de son obligation permanente de conseil pendant toute la durée de son marché.

#### **ARTICLE 17. ANNEXES AU CCTP**

- Annexe 1 : Plan Guide Amiante de l'AP-HP mis à jour en 2024 et approuvé en 2025
- Annexe 2 : Modèle de Tableau de Bord Amiante permettant le report des données collectées lors des mises à jour du DTA
- Annexe 3 : Guide à la caractérisation de enrobés bitumineux
- Annexe 4 : Charte Graphique Autocad de l'AP-HP
- Annexe 5 : Demande de devis type
- Annexe 6 : Plan de Prévention type

C1 - Interne	Consultation n°26-005	A.C.H.A.T.
V5 JPC - VM	Version du 23/10/2025	SREDD
		49 / 49